

Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (EFSA)

République Centrafricaine

Décembre 2014



**World Food
Programme**



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire

République Centrafricaine : Une crise oubliée

Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA)

Données collectées du 13 au 25 septembre 2014.

Préparée par le PAM avec la participation de la FAO, ACF, ACTED, Triangle IDH, IEDA Relief, Cluster Sécurité Alimentaire et l'Institut Centrafricain des Statistiques et d'Études Économiques et Sociales (ICASEES)

Décembre 2014

© Programme Alimentaire Mondial

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont disponibles : <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Guy ADOUA

Représentant adjoint du PAM

guy.adoua@wfp.org

Bureau Régional de l'Afrique de l'ouest

Anne-Claire MOUILLIEZ

anne-claire.mouilliez@wfp.org

Rapport écrit par:

Bureau Régional de l'Afrique de l'ouest

Malick NDIAYE

malick.ndiaye@wfp.org

Angelique DIENG

angelique.dieng@wfp.org

Matthieu TOCKERT

matthieu.tockert@wfp.org

Souleika ABDILLAHI

souleika.abdillahi@wfp.org

Bureau du PAM en République Centrafricaine

Donatien PANDIKUZIKU

donatien.pandikuziku@wfp.org

Nicole STEYER

Cartographie réalisée par:

OSZAF WFP HQ

vam.gis@wfp.org

Table des matières

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
2. CONTEXTE	8
3. MÉTHODOLOGIE	10
4. RÉSULTATS	11
Chocs	11
Stratégies d'adaptation	12
Déplacements.....	14
Éducation	15
Santé	16
5. AGRICULTURE ET ÉLEVAGE	19
Élevage	20
6. MARCHÉ	21
7. CONSOMMATION ALIMENTAIRE.....	23
8. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	25
9. SCÉNARIOS.....	31
10. RECOMMANDATIONS	32
ANNEXE 1: MÉTHODOLOGIE	34
ANNEXE 2: CARTE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR ZONES DE MOYENS D'EXISTENCE	36

1. Résumé Exécutif

"La République centrafricaine demeure instable avec une situation sécuritaire volatile"

Après trois décennies marquées par une instabilité socio-politique et des coups d'états à répétition, la République Centrafricaine connaît un nouveau conflit interne depuis fin 2012 qui a mené à la prise de pouvoir d'une coalition de forces armées « Séléka » en mars 2013. Elle a été suivie d'actes de violence et de pillages qui ont engendré des représailles par les groupes d'auto-défense « anti-balaka » et entraîné des conflits intercommunautaires. La RCA a été le théâtre de combats qui ont placé la population civile en première ligne. De graves violations de droits humains, des affrontements, des atrocités et la destruction et le vol de grande ampleur des biens et moyens d'existence des populations ont été commis dans une grande impunité.

Les Nations Unies ont catégorisé les opérations en RCA en niveau d'urgence maximale pour une réponse adaptée à la situation à travers une mobilisation internationale rapide et de grande envergure. Des opérations de maintien de la paix ont été déployées. Une présidente par intérim a été nommée. Néanmoins, ce pays demeure instable et la situation sécuritaire imprévisible et très volatile.

Dans ce contexte, le PAM, en étroite collaboration avec la FAO, ACTED, ACF, IEDA Relief, TRIANGLE et l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES), a conduit une enquête du 13 au 25 septembre 2014 sur la base d'un échantillon de 2 166 ménages couvrant toutes les préfectures du pays, y compris Bangui. L'objectif est d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire, d'apprécier l'évolution de la situation et de mieux calibrer les réponses humanitaires.

Les chocs liés aux violences affectent les revenus et les biens

Au niveau national, plus d'un ménage interrogé sur deux a déclaré avoir subi au moins un choc durant les 6 derniers mois. Les principaux chocs ayant affecté les ménages sont : l'insécurité/violence/combat (37%), la maladie grave d'un membre du ménage (35%), les pillages des récoltes/vol de bétail (26%) et le décès d'un actif du ménage (25%). Pour neuf ménages sur dix, les chocs ont affecté leurs revenus et/ou biens.

Les déplacements se prolongent et entraînent une décapitalisation

Les mouvements de population se sont substantiellement accrus en 2014 avec plus de 20 pour cent de la population déplacée à l'intérieur du pays et dans la région. Plus de la moitié des personnes déplacées internes vivent dans des familles d'accueil, près de 40 pour cent dans les sites et enclaves et 10 pour cent en brousse. Les déplacements, toujours pendulaires, s'effectuent moins fréquemment vers la brousse, et davantage vers les centres urbains. Cette situation entraîne une réduction de l'accès à la terre, la perte ou la vente des actifs et l'interruption de la scolarisation des enfants.

Des stratégies d'adaptation sont de plus en plus irréversibles et dommageables

Dans ce contexte, près des deux tiers des ménages ont eu recours à des stratégies de survie pour accéder à l'alimentation. Ils sont plus de 50 pour cent à avoir utilisé des stratégies de crise et d'urgence tel que le retrait des enfants de l'école ou la pratique d'activités illégales ou risquées. Le recours à ces stratégies est en augmentation par rapport à 2013 et indique que ces ménages ont épuisé l'utilisation de stratégies de stress, non irréversibles telles que la vente d'actifs domestiques, l'épargne ou l'emprunt.

Le manque d'accès aux soins de santé a des incidences sur la situation nutritionnelle

Le système de santé en RCA peu équipé et précaire a été durement affecté par la crise en 2013. La fuite du personnel médical, les destructions et/ou pillages visant des centres de santé, l'afflux des déplacés dans certaines zones ont exacerbé une situation déjà difficile. La situation tend à s'améliorer en termes d'accès aux structures de santé comparée à 2013 mais reste critique avec un manque de médicaments et de personnel qualifié et du fait des distances à parcourir pour accéder aux centres de santé. L'accès aux soins a des incidences sur le statut nutritionnel des ménages.

Le système d'éducation est très peu fonctionnel

Sur 165 communautés enquêtées, hors Bangui, 47 pour cent déclarent avoir une école primaire fonctionnelle dans leur village ou quartier. Ce pourcentage reste faible mais est en amélioration par rapport à 2013 où la proportion était de 29 pour cent. Les principales contraintes rencontrées par ces écoles concernent le manque d'infrastructures, d'équipements, d'enseignants et l'insécurité, qui affectent respectivement 52, 51, 41 et 22 pour cent des communautés interrogées.

Toutes les sources de revenus sont affectées par la crise

Les principales sources de revenus sont la vente de produits vivriers pour près de 60 pour cent des ménages, tandis que le petit commerce, le travail journalier et les petits métiers occupent un tiers des ménages enquêtés. La crise a causé un effondrement de l'économie centrafricaine, qui, combiné aux déplacements et à l'insécurité affecte toutes les activités génératrices de revenus.

Cette crise affecte de manière plus importante les femmes puisqu'un plus grand nombre des femmes (22%) dans les zones urbaines déclarent avoir comme source de revenu l'aide, les dons et les transferts familiaux, contre 14 pour cent des hommes. En zone rurale, ces femmes dépendent surtout du petit commerce, de l'agriculture et de la transformation de produits naturels.

Les principales contraintes citées par les ménages pour générer des revenus sont le manque de capital pour investir (61%), le manque d'opportunités d'emplois (31%) et le manque de terre/équipement de production (27%).

Les productions vivrières sont inférieures de 60% à la moyenne quinquennale

Près de 90 pour cent des ménages enquêtés disent avoir accès à la terre pour pratiquer l'agriculture mais seuls 70 pour cent pratiquent l'agriculture à cause d'un manque d'intrants et d'outils. Selon la CFSAM¹ d'octobre 2014, conduit par le PAM et la FAO, la production vivrière n'a que faiblement progressé en 2014 après une baisse de 58 pour cent en 2013. La culture prédominante est le manioc dont la production a augmenté de 45 pour cent. Toutes les autres productions ont fortement baissé pour la deuxième année consécutive. Les productions vivrières sont globalement inférieures à la moyenne quinquennale 2008-2012 de près de 60 pour cent.

Les résultats désagrégés par sexe montrent un écart entre les femmes et les hommes dirigeant un ménage quant à l'accès à la terre. En zone urbaine et périurbaine, 31 pour cent des femmes déclarent ne pas avoir accès à la terre

pour pratiquer l'agriculture contre 20 pour cent des hommes chef de ménage. En zone rurale où l'accès est moins restreint, les superficies cultivées sont plus petites pour les femmes, 30 pour cent cultivent des superficies inférieures à 0,5 ha contre 19 pour cent chez les hommes.

L'élevage est affecté par les pillages et les déplacements

Un tiers des ménages déclarent posséder des animaux d'élevage ou d'attelage. Parmi eux, un ménage sur deux reporte avoir perdu du bétail à cause de maladies et de la mortalité des animaux tandis qu'un tiers évoque les pillages, l'insécurité et les déplacements. Ceci entraîne une réduction de la capacité des ménages à cultiver des grandes superficies et accéder à une alimentation équilibrée.

Les prix des produits vivriers sont en hausse depuis juillet 2014

Les prix des produits vivriers qui étaient restés relativement bas à cause de la demande faible due à la baisse du pouvoir d'achat, ont tendance à monter depuis juillet 2014. Les prix des produits importés et transformés (sel, huile, savon) ont également substantiellement augmenté compte tenu de la hausse du coût du transport provoquée par l'insécurité et la dégradation de l'infrastructure routière. Les marchés qui étaient déjà faiblement intégrés avant la crise ont été fortement perturbés par l'insécurité et un accès difficile en saison pluvieuse à cause des infrastructures routières dégradées et des filières commerciales déstructurées.

Les déplacés dans les familles d'accueil et dans les sites sont le plus affectés par l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire n'a pas subi de changements substantiels depuis 2013 avec près de 30 pour cent de la population en insécurité alimentaire modérée et sévère, soit approximativement 1,4 million de personnes. Les déplacés dans les familles d'accueil et dans les sites sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. A Bangui, les personnes retournées sont également durement touchées.

Les préfectures de la Mambéré-Kadéï, l'Ouham, la Nana Gribizi, l'Ouham-Pendé, Bangui et le Haut-Mbomou ont les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Ces préfectures connaissent des mouvements importants de déplacement ou des violences récurrentes.

Les ménages très pauvres ou pauvres, les déplacés, les retournés, ceux dont la principale source de leur aliment de base est le marché, les dons ou l'assistance alimentaire, n'ayant pas la capacité de contracter des prêts, dirigés par des femmes et/ou avec un faible niveau d'éducation sont plus affectés par l'insécurité alimentaire.

1. Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine (2014).

La situation sécuritaire déterminera l'accès à l'assistance des populations dans le besoin

Le contexte politique reste encore très tendu et le relèvement économique du pays prendra du temps. Toute détérioration de la situation sécuritaire aura des conséquences néfastes sur les populations déjà très éprouvées mais affectera également l'accès humanitaire aux populations les plus défavorisées.

Cette crise qui perdure pourrait engendrer des conséquences durables sur la situation nutritionnelle des populations en particulier sur le retard de croissance des enfants. Elle impactera également l'accès aux moyens d'existence et aux revenus des populations.

Par ailleurs, selon la CFSAM de septembre 2014, la durée de couverture des besoins alimentaires des stocks des ménages passe de plus de 6 mois en 2012 à moins de 3 mois en 2014 dans les préfectures de la Ouaka, l'Ombella Mpoko ou l'Ouham et de 4 à 6 mois en 2012 à moins de 2 mois en 2014 dans la Basse Kotto et la Haute-Kotto. La période de soudure pourrait donc commencer dès fin janvier 2014 dans les préfectures très affectées par les conflits et qui comptent un nombre élevé de déplacés (Ombella Mpoko, Ouham et Ouaka) et dès février/mars dans les zones traditionnellement à fort potentiel agricole.

L'accès à l'alimentation des personnes touchées par l'insécurité alimentaire doit être assuré

Dans un contexte où les déplacements continuent, l'assistance d'urgence doit être poursuivie. Lorsque les

mouvements de retour ont lieu comme à Bangui, une assistance alimentaire sous forme de transfert inconditionnel pour les plus sévèrement touchés, ou conditionnel doit être accompagnée par des appuis au relèvement précoce. Une attention particulière doit être portée aux besoins des déplacés dans les familles d'accueil.

L'assistance alimentaire aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire doit être maintenue et les filets de sécurité assurés afin de ne pas se voir dégrader la situation nutritionnelle des enfants et leur accès à l'éducation. Un appui adapté doit permettre aux populations rurales de relancer leur production et de reconstituer leurs actifs productifs et revenus en favorisant l'accès aux intrants agricoles, la reconstitution du bétail et les activités de pêche.

À Bangui, les opportunités de production vivrière et le maraîchage, les investissements dans les petits métiers et le transport, et la création d'emplois devront soutenir les revenus. Une assistance en vivres devra couvrir une partie des besoins alimentaires des ménages ruraux en insécurité alimentaire modérée durant la période de soudure sous forme de rations de protection distribuées en même temps que des semences et des outils pour contribuer à la relance de la production vivrière.

Le système de suivi de la sécurité alimentaire doit être relancé et devra être complété à terme par un système d'alerte précoce et de suivi de la production agricole.



WFP/Sylvain Cherkaoui

"Les déplacés dans les sites et dans les familles d'accueil sont le plus affectés par l'insécurité alimentaire"

2. Contexte

La situation socio-politique de la République centrafricaine ces 3 dernières décennies est caractérisée par une instabilité, des coups d'états à répétition, la formation de groupes rebelles, la mise en place de milices d'auto-défense en l'absence de forces de sécurité à l'intérieur du territoire et des combats intercommunautaires. Les dynamiques relatives à l'accès aux ressources naturelles et économiques ont engendré des tensions accrues entre groupes ethniques, agriculteurs sédentaires et éleveurs transhumants.

En mars 2013, la prise de pouvoir par la coalition « Séléka » de plusieurs groupes armés a été suivie de violences et pillages à grande échelle et a causé des déplacements importants de populations. Les mesures de rétorsion par les milices « anti-balaka » ont produit une recrudescence des affrontements avec ces groupes armés et engendré des violences intercommunautaires sans précédent dans le pays.

La mise en place de forces internationales d'interposition et la nomination d'une nouvelle présidente de transition en janvier 2014 ont contribué à éviter le pire dans la ville de Bangui, dans un contexte où la violence intercommunautaire s'est transformée en criminalité endémique. A l'intérieur du pays, des heurts violents continuent dans les zones de contact entre les groupes rebelles qui se sont retirés de la capitale et les milices d'auto-défense mais également avec les forces internationales de la MINUSCA (Mission multisectorielle Intégrée pour la Stabilisation en République centrafricaine) et SANGARIS (opération militaire française) qui prennent positions dans différentes zones du territoire.

Ces affrontements ont engendré le déplacement de plus de la moitié de la population de Bangui début 2014. En octobre 2014, près de 20 pour cent de la population est encore déplacée avec 410 000 déplacés internes, dont 62 000 à Bangui et près de 420 000 réfugiés dans les pays de la région².

Exacerbation de la situation sociale et économique dans un contexte déjà très dégradé

Cette crise accentue une situation économique et sociale déjà très détériorée. En effet, malgré son fort potentiel

agro-écologique et minier, la République Centrafricaine, pays enclavé tant sur le plan intérieur qu'extérieur, est l'un des pays les plus pauvres au monde. Les indicateurs socio-économiques qui étaient déjà très mauvais se sont encore dégradés depuis que le pays traverse la crise la plus grave depuis son indépendance, qui a commencé fin 2012. Avec une population estimée à 4.9 millions d'habitants, il a vu son classement selon l'Indice de Développement Humain (IDH) se détériorer et est 185ème sur 187 pays en 2014.

Cette crise a causé l'effondrement de l'économie. Le PIB a chuté de 37 pour cent en 2013. Quant au secteur de l'agriculture, il s'est effondré en 2013 de 46 pour cent avec un secteur de l'élevage sinistré qui a diminué de 55 pour cent. Plus de 77 pour cent de la population vit avec moins de 2 US\$ par jour et près de la moitié de la population (48%) fait face à une pauvreté multidimensionnelle sévère³.

En 2013, l'insécurité alimentaire touchait près de 30 pour cent de la population⁴. En 2012, la malnutrition aiguë globale atteignait près de 8 pour cent dans plusieurs préfectures tandis que la malnutrition chronique était de 40 pour cent en moyenne⁵. L'espérance de vie est de 49 ans.

Selon l'EFSA d'octobre 2013, près de 80 pour cent des ménages avaient subi au moins un choc. Les préfectures de l'Ouham et l'Ouham-Pendé avaient été les plus affectées par les violences.

Les ménages avaient subi d'importantes pertes dans l'agriculture et l'élevage avec des pillages de récoltes, de bétail et d'intrants. Leurs récoltes et intrants avaient été pillés, leur bétail volé avec pour conséquence des difficultés pour se lancer dans la saison culturale par manque de moyens, d'intrants et de capacité à recourir à la main d'œuvre.

Une baisse des stocks au niveau des ménages et des marchés avaient affecté la capacité des ménages à répondre à leurs besoins. Ils ont eu recours à des stratégies de survie pour faire face aux chocs et assurer leur alimentation.

2. Tchad, Cameroun, République du Congo et République Démocratique du Congo.

3. Rapport du Développement Humain 2014, PNUD. Population vivant dans une extrême pauvreté : pourcentage de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle, à savoir les personnes dont le degré de privation atteint ou dépasse 50 pour cent.

4. EFSA, enquête menée en septembre 2013, PAM.

5. Smart Survey 2012 CAR, UNICEF.

L'insécurité civile est la principale cause de déplacement et un facteur de dégradation de l'insécurité alimentaire des ménages centrafricains

Depuis début 2013, des évaluations de la sécurité alimentaire ont été conduites successivement⁶ et ont montré que l'insécurité civile contribuait à la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Elle impacte la production agricole, les activités commerciales et les sources de revenus des ménages.

Dans ce contexte, et compte tenu des interventions humanitaires en faveur des personnes déplacées et de l'appui à la relance de la campagne agricole par la distribution de semences et de rations alimentaires de protection, une réévaluation de la situation alimentaire des ménages était nécessaire avec les nouvelles récoltes de la campagne agricole 2014/2015.

Cette enquête avait donc pour objectif global d'actualiser les informations pour apprécier l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire des ménages affectés par les conflits après les récoltes, et planifier et cibler les interventions humanitaires en 2015 en vue de renforcer

les moyens de subsistance et la capacité de résilience des ménages et des communautés.

Plus spécifiquement, l'enquête vise à :

- estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les préfectures et les zones de moyens d'existence ;
- identifier les causes directes et sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et les facteurs de risque d'insécurité alimentaire afin qu'ils soient pris en compte dans les plans d'intervention ;
- analyser les stratégies de survie adoptées par les ménages face aux chocs subis ainsi que les conséquences qui peuvent en découler sur la capacité de résilience des ménages ;
- analyser le fonctionnement des marchés et son impact sur la sécurité alimentaire des ménages.

Cette enquête a été menée en étroite collaboration avec la FAO, ACTED, ACF, IEDA Relief, TRIANGLE et l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES).

Carte 1: Carte de la République Centrafricaine



6. Evaluations rapides de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine, février, juin et octobre 2013.

3. Méthodologie

L'enquête a été menée du 13 au 25 septembre 2014 sur la base d'un échantillon dont les résultats sont représentatifs au niveau des préfectures et des zones des moyens d'existence. Contrairement aux évaluations passées, la ville de Bangui a également été incluse dans l'échantillon et la totalité des préfectures du pays a été couverte. L'échantillon est raisonné au niveau des unités primaires que sont les villages. Les unités secondaires que sont les ménages ont été sélectionnées par un tirage aléatoire systématique. Ainsi, 2 166 ménages ont été enquêtés sur 2 440 planifiés (144 ménages par préfecture). Des questionnaires ont également été administrés auprès de 124 commerçants et dans le cadre de groupes de discussion avec 172 communautés.

Limites de l'enquête

Certaines sous-préfectures avaient été exclues de l'échantillon, car leur accès physique avait été jugé trop difficile ou pour des raisons de sécurité. Ces mêmes raisons ont été invoquées par les enquêteurs qui n'ont pas pu visiter certains villages, notamment dans les préfectures de la Haute Koto, de l'Ouham, de la Kémo et de la Bamingui-Bangoran. L'enquête a donc couvert 87 pour cent de l'échantillon initialement prévu. Ce problème d'accessibilité a pu entraîner le fait que les ménages dans les zones de conflit ou déplacés en brousse ayant a priori plus de difficultés d'accès à l'alimentation n'ont pas été atteints. De plus, l'échantillonnage n'a pas été stratifié par type de population et statut de résidence.

4. Résultats

CHOCS

"Les chocs majeurs sont alimentés et amplifiés par les violences et la crise sécuritaire"

Selon les résultats de l'EFSA 2014, près de 60 pour cent de la population a été touché par au moins un choc pendant les six derniers mois. Les principaux chocs ayant affecté les ménages sont : l'insécurité/violence/combats (37%), la maladie grave d'un membre du ménage (35%), les pillages des récoltes/vol de bétail (26%) et le décès d'un actif du ménage (25%).

Au niveau national, 16 pour cent des ménages ont été affectés par le déplacement forcé. Les préfectures de la Nana Mambéré et Lobaye ont été particulièrement touchées par des conflits tandis que la Kémo, l'Ouham et Ombella Mpoko ont subi les effets de la multiplication des actes de pillage. Ces deux dernières préfectures ont enregistré des déplacements massifs qui représentent près de 15 pour cent de leur population totale.

Les affrontements intercommunautaires se sont propagés sur l'ensemble du territoire dans des zones qui avaient été relativement épargnées en 2013 : le nord de l'Ouham, le nord de l'Ouham-Pendé, la Nana-Gribizi, la Ouaka, la Basse Kotto et enfin la Kémo, lieu de passage des grands axes vers Bambari et le nord-est du pays.

À ces combats, se sont également ajoutés des conflits entre agriculteurs et éleveurs, en particulier le secteur bovin essentiellement basé sur la transhumance, avec les peulhs comme principaux acteurs. Des préfectures telles que la Mambéré Kadéi et la Nana Gribizi ont été particulièrement affectées par des confrontations, la perte du bétail et des déplacements de populations dans

les sites. Selon les rapports de situation d'OCHA⁷ entre janvier et août 2014 plus de 890 incidents sécuritaires ont été enregistrés et ils ont été plus fréquents dans ces préfectures.

Le pillage à grande échelle des biens productifs et stocks alimentaires, et des outils de production a entraîné une baisse de revenus et une perte d'actifs et de moyens de production des ménages. En effet, 65 pour cent des ménages ayant subi un choc disent que ce choc a affecté leurs revenus alors que plus de 95 pour cent d'entre eux disent que ce choc a amoindri la capacité à produire ou à acheter de la nourriture.

À Bangui, 28 pour cent des ménages enquêtés ont cité la perte d'emploi d'un membre du ménage comme un choc les ayant affectés les 6 derniers mois. Cela peut s'expliquer par la plus grande proportion de ménage dépendant du salariat à Bangui et l'effondrement des activités économiques. L'inflation ou la hausse des prix a été plus fréquemment mentionnée par les ménages dans la Vakaga (16%) et à Bangui (6%).

Dans la préfecture de Vakaga, la fermeture de la frontière avec le Tchad et l'enclavement de cette région combinée à la demande de produits alimentaires des déplacés a pu occasionner une hausse des prix⁸. La baisse considérable des prix au producteur qui a affecté les ménages de Sangha Mbaéré (29%), Lobaye (25%) et Basse Kotto (21%) est due à une baisse de la demande ou une perturbation des circuits commerciaux.

7. OCHA CENTRAL AFRICAN REPUBLIC (CAR): Situation Report . N° 37 (August 2014).

8. OCHA CENTRAL AFRICAN REPUBLIC (CAR): Situation Report , N° 38 (August 2014).

"Les ménages ont recours à des stratégies négatives qui impacteront leur productivité"

La vulnérabilité des ménages face à ces chocs récurrents et persistants, dont l'environnement sécuritaire est le principal moteur, s'est exacerbée. Les ménages ont donc tendance à recourir à des stratégies de survie pour faire face à cette situation et pallier au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer.

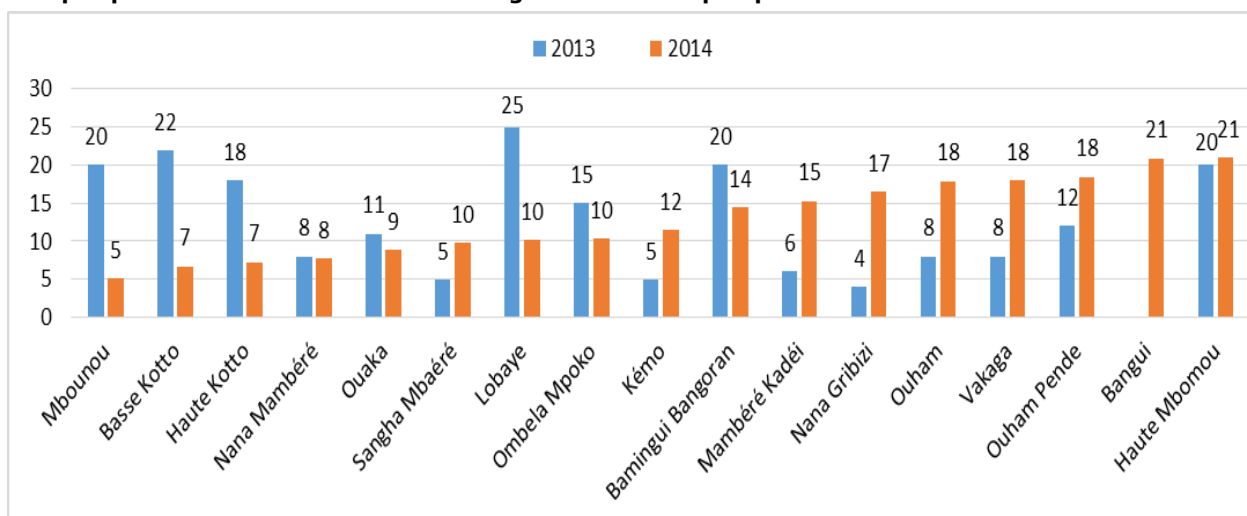
Concernant les stratégies liées aux changements d'habitude et de consommation alimentaire des adultes et des enfants, les plus courantes sont par ordre d'importance le recours à des aliments moins coûteux et moins préférés (77%) des ménages y ont recours au moins une fois), la réduction de la quantité des repas (67%), la réduction du nombre de repas (62%) et la réduction de la consommation des adultes au profit des enfants (51%). Ces stratégies impactent la quantité et la qualité des repas.

L'analyse de l'indice des stratégies de survie réduit⁹

(rCSI) montre que le recours à ces stratégies est plus élevé dans les zones touchées par les conflits ou les zones d'accueil de déplacés. Comparée à 2013, la situation des ménages s'est détériorée à Kémo, Mambéré Kadéï, Nana Gribizi, Ouham, Vakaga et Ouham Pendé. Bangui et Haute Mbomou sont les préfectures avec les rCSI les plus élevés. Le Haut-Mbomou, en plus de probables conséquences de la crise actuelle, souffre depuis quelques années des attaques et pillages de la LRA¹⁰ qui impactent les ménages¹¹.

Quand ces stratégies seules ne permettent pas aux ménages d'assurer une consommation minimale, le recours à d'autres stratégies liées aux actifs se met en place. Ces stratégies peuvent être la pratique d'une autre type de culture qu'habituellement, comme la culture du manioc qui nécessite moins de présence et d'attention, la vente du bois de chauffe ou l'enrôlement dans des bandes armées.

Graphique 1: Indice réduit des stratégies de survie par préfecture



Source : Données ménages de l'EFSA 2013 et 2014

L'enquête montre que les ménages qui ont eu recours à des stratégies de survie ont davantage utilisé des stratégies de crise et d'urgence par rapport à 2013. On peut citer la pratique d'activités illégales ou risquées qui est passée de 4 pour cent en 2013 à 10 pour cent en 2014, particulièrement à Haut Mbomou et à Ouham Pendé et la mendicité qui a augmenté à Bangui et à Mambéré Kadéï.

Le retrait des enfants de l'école, considéré comme une stratégie de crise, aurait augmenté de façon significative dans les préfectures de Mambéré Kadéï, Ouham-Pendé, Ouaka, la Haute Kotto et la Basse Kotto. Selon le rapport

sur l'état de l'éducation conduite en février 2014¹², 37 pour cent des enfants inscrits en 2012-2013 ne l'ont plus été l'année suivante. De même, le recours à la vente de maison ou de parcelles de terrain a augmenté dans les préfectures de Mambéré Kadéï, Ouham et Ouham-Pendé.

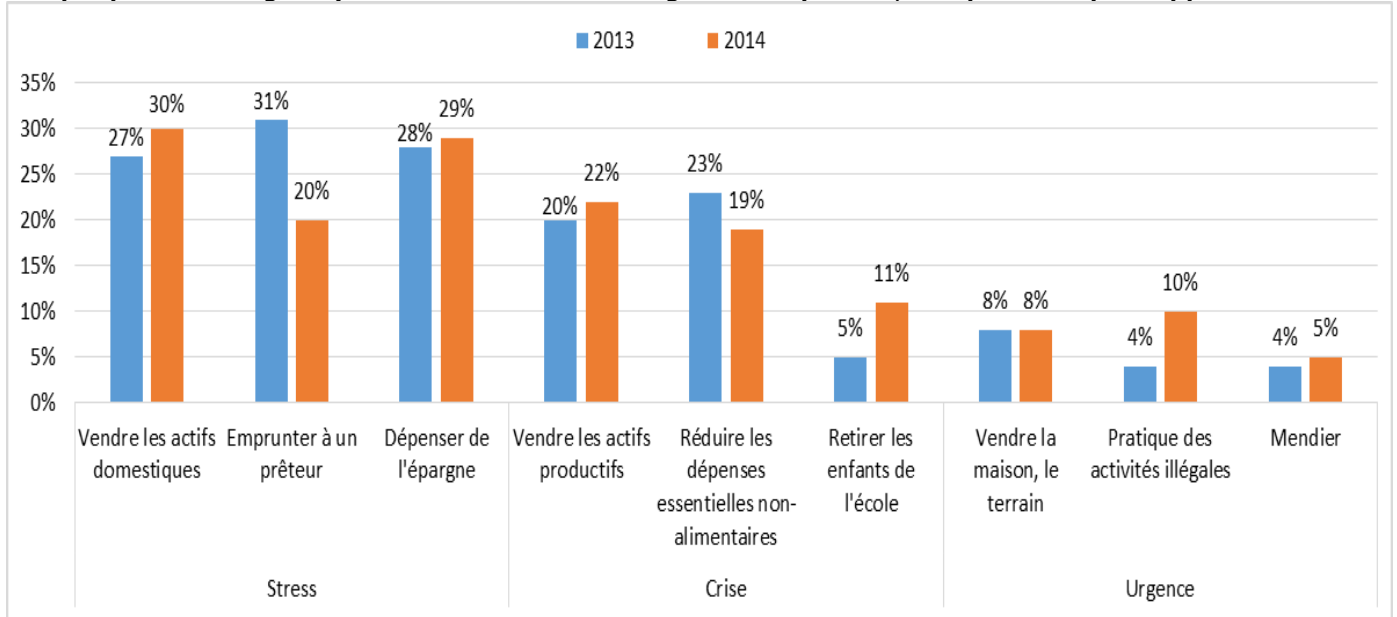
Ces zones ont connu des périodes de conflits aigus, des épisodes de violence et des déplacements prolongés de populations. Le recours plus fréquent à des stratégies de crise et d'urgence indique que les ménages ont épuisé les stratégies plus accessibles et en décapitalisant, leur capacité à subvenir à leurs besoins sur le moyen et long terme est durablement affectée.

9. The Coping Strategies Index: Field Methods Manual 2nd Edition, January 2008.

10. L'Armée de résistance du Seigneur (LRA pour Lord's Resistance Army).

11. Rapport d'évaluation multisectorielle - Obo, Haut-Mbomou, Septembre 2014. ACTED.

Graphique 2: Ménages ayant recours à des stratégies d'adaptation, comparaison par rapport à 2013



Source : Données ménages de l'EFSA 2013 et 2014



WFP/ Rein Skullerud

12. Un saut dans l'inconnu, état de l'éducation en RCA, Février 2014. Cluster Éducation.

"Environ 20% de la population est encore déplacée à l'intérieur du pays et dans les pays voisins "

Les affrontements intercommunautaires ont engendré le déplacement massif de la population dans l'ensemble du pays. En octobre 2014, près de 20 pour cent de la population est encore déplacée avec 410 000 déplacés internes, dont 62 000 à Bangui et près de 420 000 réfugiés dans les pays voisins.

Selon les résultats de l'enquête, plus d'un ménage sur trois s'est déjà déplacé (retournés ou déplacés) au moins une fois ces trois dernières années. Plus de 50 pour cent des ménages enquêtés à Bangui et l'Ouham sont des retournés. Les plus fortes proportions de déplacés se retrouvent à Mambéré Kadéï (23% des ménages sont des déplacés dont 15% en site/camp) et Vakaga (12% dont 5% en site/camp).

Par ailleurs, plus d'un ménage sur deux a accueilli des réfugiés ou des déplacés ces douze derniers mois, particulièrement dans les préfectures de la Nana Gribizi (80% des ménages ont accueilli des déplacés), Bamingui Bangoran (71%), l'Ouham Pendé (68%), Bangui (67%), Ombella Mpoko (64%) et l'Ouham (62%). L'accueil des réfugiés représente pour ces familles hôtes une lourde charge dans un contexte économique très dégradé.

En dépit de cela, certains ménages (32%) continuent à accueillir des déplacés principalement dans les préfectures de la Vakaga où 80 pour cent des ménages hôtes accueillent toujours des déplacés et de Ouaka

(54%). Il s'agit de déplacements prolongés de population venant de zones éloignées et qui ont peu de possibilités ou ont peur de rentrer chez eux. Cela est le cas pour les ménages musulmans éleveurs ou commerçants dans les préfectures de la Vakaga et la Mambéré Kadéï.

Des enclaves, tant dans la capitale qu'à l'intérieur du pays, à l'image de celle du PK 5 à Bangui (environ 10,000 personnes) et de Boda (près de 30,000 personnes) dans la Lobaye se sont formées et engendrent des situations d'enclavement prolongées ou de réclusion forcée. Au fur et à mesure du déploiement des forces internationales d'interposition, en particulier dans les zones du centre, centre-est et nord-est du pays, des heurts avec les milices ont eu lieu et les populations locales sont quelquefois prises en tenaille.

Les personnes déplacées emmènent en général peu ou pas de biens et de réserves alimentaires. Elles ont perdu tout ou une partie de leurs biens domestiques, leurs maisons ont été brûlées ou pillées. Leurs moyens d'existence ont été vendus, perdus ou volés. Leurs stratégies de survie se sont graduellement détériorées. Les deux cinquièmes des déplacés qui se trouvent dans les sites vivent souvent dans un grand dénuement tandis que les conditions de vie, d'hygiène et d'accès à l'alimentation sont très difficiles. Environ un dixième des populations déplacées a fui en brousse et est difficilement identifiable et accessible.

Les réfugiés centrafricains au Cameroun

En mai 2014, plus de 100 000 réfugiés en provenance de la RCA ont fui vers le Cameroun pour échapper aux violences et aux atrocités en République Centrafricaine.

La plupart de ces personnes étaient blessées, déshydratées et malnutries. Nombre d'entre elles étaient à leur arrivée au Cameroun dans un état physique épouvantable, après avoir passé des semaines ou des mois à se cacher dans la brousse, lutter pour trouver de la nourriture et de l'eau. Les plus vulnérables de ces réfugiés étaient des enfants, en particulier ceux de moins de cinq ans. 30% des enfants souffraient de malnutrition.

Au 16 novembre, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNCHR) a enregistré 242 578 réfugiés centrafricains au Cameroun dont plus de 132 000 qui sont arrivés depuis début janvier. La situation reste précaire pour ces nouveaux arrivants.



WFP/Sylvain Cherkaoui

"Le système d'éducation de la RCA est encore peu fonctionnel"

L'insécurité, les déplacements et les dysfonctionnements de l'administration publique centrafricaine ont eu un impact sur le système de l'éducation en RCA. Les enquêtes menées auprès des communautés montrent que sur 165 communautés enquêtées, hors Bangui, 47 pour cent déclarent avoir une école fonctionnelle dans leur village ou quartier. Ce pourcentage reste faible mais en amélioration par rapport à 2013 où la proportion était de 29 pour cent. La situation diffère selon les préfectures.

L'accès à l'éducation semble s'améliorer dans les préfectures, sauf pour l'Ouham Pendé et reste encore critique dans les communautés enquêtées de l'Ouham, la Sangha Mbaéré, la Haute Kotto et l'Ouaka. Bangui est la préfecture qui compte le plus d'écoles fonctionnelles.

Pour 64 pour cent des écoles, les communautés ont indiqué avoir des effectifs d'élèves inférieurs à leur niveau d'il y a six mois, ce qui peut s'expliquer par la baisse des inscriptions due à l'insécurité, les déplacements ou le manque de moyens financiers. Certaines des communautés (17%) rencontrées indiquent que leurs écoles ont enregistré des effectifs supérieurs principalement dans les préfectures de la Vakaga, Bamingui Bangoran, la Mambéré Kadéi et la Kémo où l'on

compte des proportions plus fortes de déplacés et retournés.

Des communautés enquêtées (15%) indiquent avoir une cantine fonctionnelle tous les jours et 7 pour cent une cantine fonctionnant partiellement tandis que 42 pour cent déclarent avoir fermé leur cantine scolaire cette année. En 2013, seules 3 pour cent des communautés interrogées déclaraient avoir une cantine fonctionnelle. Les cantines scolaires fonctionnelles constitueraient une incitation à la fréquentation des écoles, surtout dans le contexte de déplacement.

Les principales contraintes rencontrées par ces écoles concernent le manque d'infrastructures (52%), d'équipement (51%), d'enseignants (41%) et d'insécurité (22%). Certains bâtiments d'école ont été occupés par les déplacés ou les forces armées ou ont été endommagés lors des affrontements¹³. Certains membres du corps enseignant ne sont pas encore retournés du fait de la situation sécuritaire instable dans le pays.

Le système éducatif de la RCA, déjà fragile avant la crise, est aujourd'hui perturbé par les violences, les déplacements et les tensions communautaires.



WFP/ Donaig Le Du

13. Rapport sur d'évaluation sur l'état de l'éducation Un saut dans l'inconnu, état de l'éducation en RCA, Février 2014. Cluster Éducation.

Le système de santé en RCA, structurellement faible, peu équipé et précaire a été durement affecté par la crise en 2013. La fuite du personnel médical, les destructions et/ou pillages visant des centres de santé ainsi que l'afflux des déplacés dans certaines zones ont exacerbé une situation déjà critique.

Les données recueillies auprès des communautés montrent que 39 pour cent des communautés interrogées (hors Bangui) déclarent avoir une structure sanitaire fonctionnelle dans leur village/quartier contre 21 pour cent en 2013. Les communautés de Vakaga, Mbomou, Haute Mbomou, Bangui sont ceux qui reportent le plus de structures sanitaires fonctionnelles.

Pour les communautés n'ayant pas de structures fonctionnelles, les plus proches se situent pour 64 pour cent d'entre elles à une heure de marche ou plus, et pour 22 pour cent entre 30 minutes et une heure. Cela constitue la deuxième contrainte la plus citée concernant l'accès aux soins de santé (cité par 37% des communautés interrogées).

En effet, la distance, combinée à la peur de se déplacer ou le manque de moyens de transports et/ou financiers entraîne une difficulté pour les ménages concernés d'accéder aux soins. Elle cause également d'après les communautés interrogées une hausse de la mortalité et surtout de la mortalité maternelle. Il est à noter que les centres de santé intégrés, les structures gérées par les ONG et les hôpitaux privés semblent être les plus accessibles en matière de distance.

Les autres contraintes citées sont le manque de médicaments (51%) qui s'explique par un manque de moyens financiers pour s'approvisionner tant au niveau des hôpitaux qu'au niveau des ménages, et le manque de personnel qualifié (30%) qui était déjà un problème avant la crise mais accentué par le départ du personnel médical.

Dans les communautés interrogées, plus d'un ménage sur deux se procure leurs médicaments au niveau des vendeurs ambulants contre moins d'un tiers dans les pharmacies. L'approvisionnement chez les vendeurs ambulants, largement répandu et quoique financièrement plus accessible, pose un problème au niveau de la qualité des médicaments et du respect des prescriptions et présente un risque sanitaire.

Les données collectées au niveau des ménages montrent que les principaux chocs ayant le plus affecté les ménages sont la maladie grave d'un ou plusieurs membres du ménage et le décès d'un actif du ménage. Cela se conjugue mal avec un système de santé défaillant, peu capable de subvenir aux besoins d'une population qui souffre des conséquences des violences, mais qui doit également faire face à certaines maladies tropicales telles que la malaria. De plus, la RCA a également une forte prévalence d'adultes vivant avec le VIH, avec un taux de 7,8¹⁴ pour cent chez les femmes adultes.

L'accès aux soins de santé a une conséquence directe sur la mortalité. Par ailleurs, il est également déterminant pour la sécurité alimentaire et peut avoir une incidence sur la situation nutritionnelle.

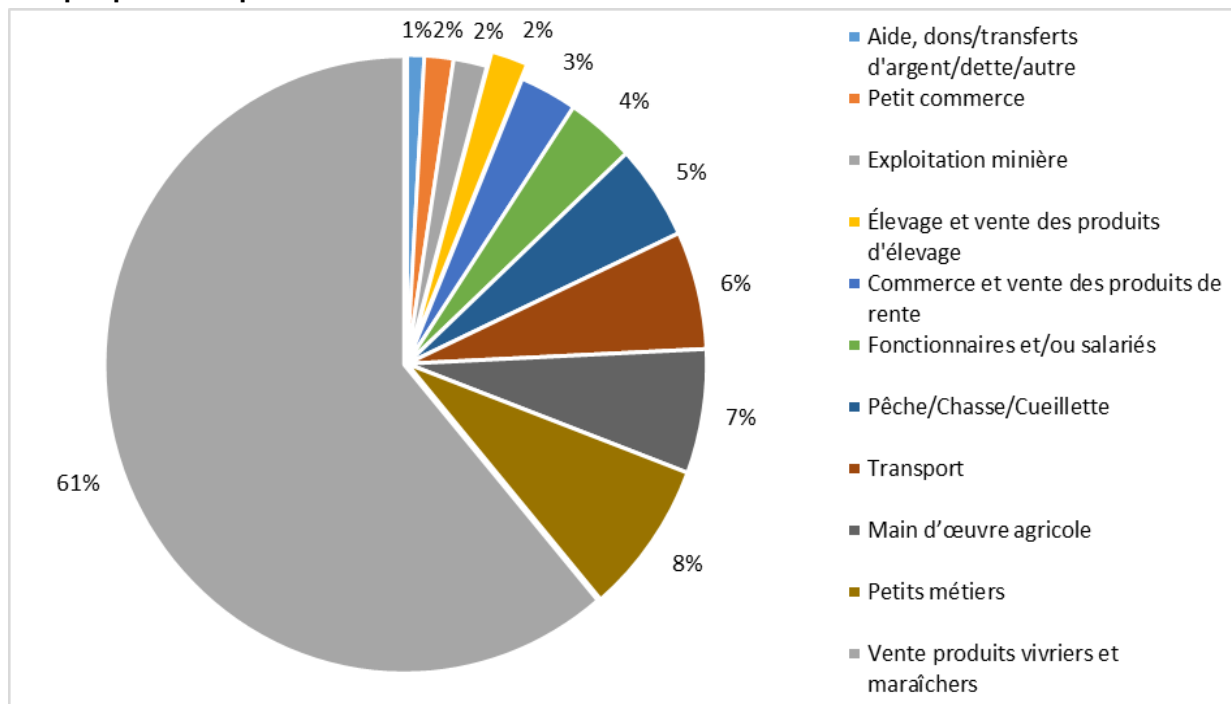
14. Les enfants dans la crise en République centrafricaine: Un rapport d'activité à quatre mois. UNICEF. Mai 2014

"La population est majoritairement dépendante de l'agriculture"

L'analyse des sources de revenus est un indicateur-clé de l'accès et de la sécurité alimentaire des ménages. L'analyse de cet indicateur a permis de classer les ménages en neuf principaux groupes de moyens de subsistance.

À l'échelle nationale la majorité des ménages centrafricains dépendent de l'agriculture pour assurer leurs revenus. Plus de 60 pour cent dépendent de l'agriculture vivrière et 3 pour cent des produits de rentes.

Graphique 3 : Répartition des sources de revenus



Source : Données ménages de l'EFSA 2014

Les sources de revenus varient selon le milieu de résidence : en milieu urbain, 47 pour cent des ménages dépendent du secteur primaire (vente des produits vivriers/maraîchers et main d'œuvre agricole) et 36 pour cent des ménages du salariat, du travail spécialisé et du transport) alors qu'en milieu rural les ménages dépendent surtout des moyens d'existence du secteur primaire (70% des ménages y sont impliqués).

Ces résultats corroborent les études antérieures telles que l'AGVSA de 2009 qui avaient montré que les ménages centrafricains dépendaient essentiellement de l'agriculture (45%).

Actuellement, une part plus importante de ménages compte sur l'agriculture comme source de revenus. La perte de pouvoir d'achat des ménages du fait de la

paralysie de l'économie centrafricaine et le départ de certains acteurs-clés de l'économie (les commerçants musulmans) ont largement contribué au recul de certaines activités comme le commerce, le salariat, les petits métiers, le transport. Le taux de chômage, très élevé dans les villes, a également concouru à ce phénomène. Le salariat en zone urbaine a significativement diminué.

À Bangui, presque 29 pour cent des ménages ont évoqué la perte d'emploi comme étant un choc qui a affecté un membre du ménage. Alors que l'AGVSA de 2009 indiquait que 43 pour cent des ménages de Bangui étaient des salariés, ils ne sont plus que 21 pour cent des ménages selon cette enquête. Cela peut s'expliquer par l'afflux de nouveaux déplacés qui dépendent habituellement de l'agriculture.

"Le manque de capital et le manque d'opportunités d'emploi sont les principales contraintes à la pratique d'activités génératrices de revenus"

Le secteur minier est une source de revenu pour 2 pour cent des ménages enquêtés. Ils sont plus nombreux dans les préfectures de Mambéré Kadéï et Bamingui Bangoran. En 2010, le nombre d'emplois du secteur minier artisanal était estimé de 80 000 à 100 000 emplois. Cependant, la suspension de la RCA du Processus de Kimberley¹⁵ augmente la précarité des ménages qui dépendent de ce secteur. De plus, les mines sont par endroits contrôlées par les bandes armées¹⁶.

Les déplacés en site/camp, en raison de leur accès plus restreint à la terre, sont en proportion plus importante à citer l'exploitation minière ou la main d'œuvre journalière dans les mines comme principale source de revenus.

Les principales contraintes citées par les ménages pour générer des revenus sont : le manque de capital pour

investir (cité par 61% des ménages interrogés), le manque d'opportunités d'emplois (31%), le manque et/ou perte de moyen de production (manque de terre/équipement de production pour 27% des ménages).

Accéder à un crédit pour démarrer une activité est quasi impossible en RCA, de surcroît pour les populations déplacées, rurales et/ou peu éduquées. Selon les résultats de l'enquête, seuls 36 pour cent des ménages ont la possibilité de contracter des prêts. Il s'agit dans plus de 70 pour cent des cas de prêts faits auprès de parents/amis ou de commerçants. Les mutuelles et/ou caisses d'épargne offrent moins de 1 pour cent des prêts.

L'accès au crédit pourrait aider les ménages à reconstituer leur capital et pouvoir augmenter le potentiel de leurs activités génératrices de revenus.



WFP/ Sylvain Cherkaoui

15. Le processus de Kimberley est un régime international de certification des diamants bruts, qui réunit gouvernements et industriels du diamant.
16. Africa Mining Intelligence : <http://www.africaintelligence.fr/AMF/>

5. Agriculture & Elevage

"L'insécurité et les vols ont eu des conséquences majeures sur la production vivrière et sur l'élevage"

La population centrafricaine est majoritairement agricole. Près de 90 pour cent des ménages ont accès à la terre. Chez les déplacés, 71 pour cent ont accès à la terre contre 90 pour cent chez les résidents permanents.

À Bangui, moins de 1 ménage sur deux a accès à la terre pour cultiver et avec un accès plus restreint chez les déplacés en site/camp. 56 pour cent des ménages banguissois n'ayant pas accès à la terre évoquent un problème de disponibilité de terres cultivables.

Dans les zones rurales, les ménages qui n'ont pas accès à la terre évoquent des raisons sécuritaires et des déplacements, en particulier dans les préfectures du Nord et du Nord-ouest.

Parmi les ménages qui ont accès à la terre, près de 20 pour cent n'ont pas cultivé durant la campagne 2013/2014 pour des raisons liées à la situation sécuritaire ou aux déplacements. Les résultats de la CFSAM confirment l'impact de l'insécurité sur les activités agricoles. Seul un nombre limité des ménages ont pu cultiver de petites superficies, inférieures à celles cultivées par les retournés et les résidents permanents. En moyenne, les ménages déplacés cultivent 2,48 ha contre plus de 4 ha chez les résidents permanents et les retournés.

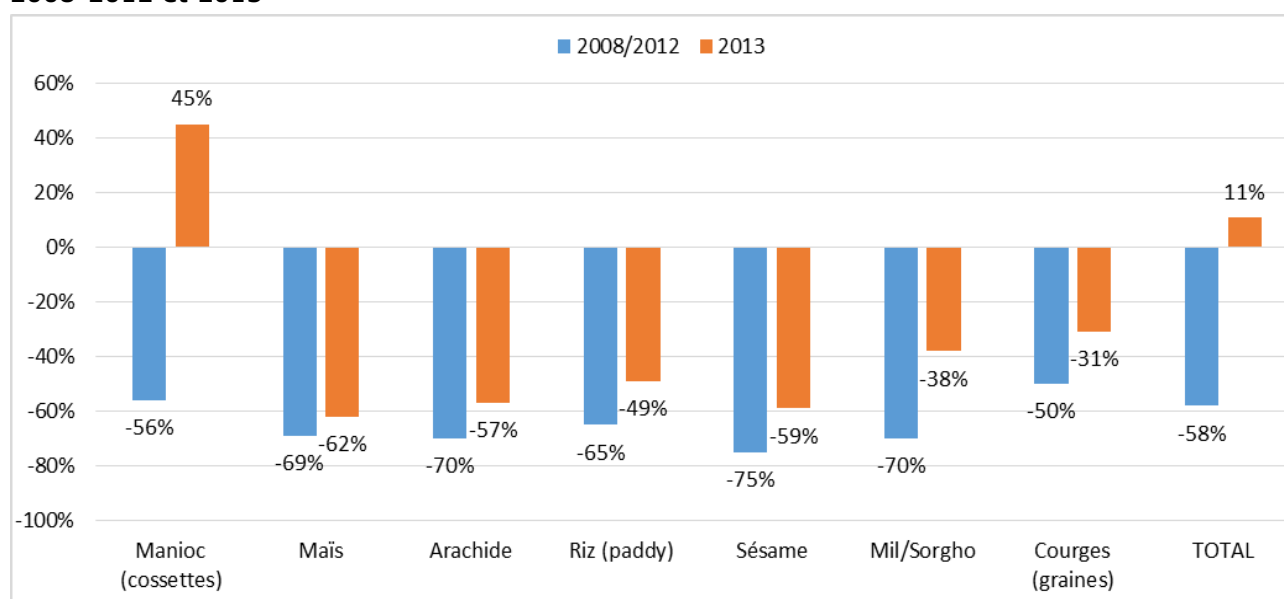
Par ailleurs, le manque d'intrants, d'outils et de moyens financiers pour recourir à la main d'œuvre agricole rend difficile la pratique agricole pour ceux qui disposent de parcelles à cultiver. Les réserves de semences ont été pillées ou consommées et les outils et intrants agricoles dont les stocks étaient déjà insuffisants même avant la crise ont été détruits¹⁷.

Les ménages ont donc essentiellement recours au marché (67%) pour avoir des semences. Seuls 20 pour cent des ménages disent utiliser leurs propres stocks de semence et 12 pour cent obtiennent des semences grâce au don et à l'assistance de la communauté humanitaire.

En 2009¹⁸, ils étaient 48 pour cent à avoir accès aux semences grâce à leur propre production et uniquement 55 pour cent et 2 pour cent des ménages dépendaient respectivement du marché et des organisations humanitaires pour leur approvisionnement. Les ménages n'arrivent plus à produire des excédents. Les déplacements des populations vers les zones urbaines et semi-urbaines pour se protéger ont diminué la disponibilité de la main d'œuvre réduisant ainsi les surfaces cultivées.

Le graphe ci-dessous indique les estimations des niveaux de production des différentes spéculations en 2014 par rapport à la moyenne de 2008-2012 et celle de 2013.

Graphique 4 : Comparaison entre la production agricole de 2014 et les productions moyennes 2008-2012 et 2013



Source : Données CFSAM FAO/PAM 2014

17. Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine (2014).

18. Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA), Décembre 2009.

La pratique agricole manuelle prédomine dans toutes les préfectures. C'est uniquement dans la Vakaga que l'on trouve plus de 1 ménage sur deux (59%) qui utilise la culture attelée avec des bœufs ou des ânes. Cela explique partiellement les petites superficies emblavées par les ménages dans les autres préfectures.

En effet, l'utilisation de la culture attelée permet d'augmenter la surface cultivée et d'accroître la production, notamment celle des produits vivriers. Durant les conflits armés, un grand nombre de bœufs de culture attelée a été volé pour être vendu ou consommé¹⁹. Ce phénomène a été largement observé depuis la crise de 2012.

En 2013, malgré une pluviométrie favorable tout au long de la campagne agricole, la récolte a diminué d'environ 40 pour cent par rapport à l'année précédente due principalement à la crise.

D'après la CFSAM, les productions vivrières ont accusé une baisse de 58 pour cent par rapport à la production moyenne des cinq dernières années avant la crise (2008-2012). En revanche, elles dépassent celles de 2013 de 11 pour cent consécutifs à l'augmentation de 45 pour cent de la production du manioc.

La production des céréales en 2014 a baissé de 69 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années avant la crise et de 54 pour cent par rapport à celle de 2013.

Elevage

Malgré de bonnes conditions pour la pratique de l'élevage, les ménages ayant comme source de revenus l'élevage sont peu nombreux à l'échelle nationale (1%). Vakaga a la plus forte proportion de ménages éleveurs (9%).

Le contexte sécuritaire a durement affecté le secteur de l'élevage. Les pillages et le vol des récoltes et du bétail constituent le deuxième choc qui affecte les ménages après l'insécurité. Selon l'enquête, 39 pour cent des ménages possèdent des animaux dont 83 pour cent d'entre eux disent avoir perdu des animaux ces 6 derniers mois. Ces pertes (45%) de bétail sont liées aux pillages et vols. Les ménages ayant recours à l'élevage comme source de revenus sont de moins en moins nombreux dans le pays (1%) et se concentrent majoritairement dans le Nord (Vakaga). Ces pertes de bétail surviennent pour la deuxième année consécutive.

Les mouvements de transhumance traditionnels des pasteurs en RCA impliquaient généralement le déplacement au nord entre avril à octobre pour éviter la saison des pluies et les maladies du bétail qui y sont associées ; au sud pour obtenir des points d'eau sûrs en saison sèche ; ou d'est en ouest pour accéder à certains cours d'eau.

L'insécurité et les conflits ont eu un impact direct sur la libre circulation des pasteurs transhumants et ont conduit à l'exil répété des éleveurs, ce qui affecte leur accès à l'eau et la survie du secteur de l'élevage. Tous les couloirs de transhumance ont été perturbés par la présence de groupes rebelles limitant la mobilité du bétail et l'augmentation des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Des troupeaux entiers ont été volés et des tueries entre peuls et populations locales et agriculteurs ont été perpétrées.

19. CHAUVIN Emmanuel, 2014. « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la RCA ». In BALDI Sergio, MAGRIN Géraud. Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad. Actes du colloque de Naples du Réseau Méga-Tchad (Naples, 13-15 septembre 2012).

6. Marché

"Les importations de vivres sont marquées par une forte entrave des flux"

Le pays est largement dépendant des importations en matière d'approvisionnements alimentaires. Celles-ci se font en grande partie à partir du Cameroun, du Tchad et de la République Démocratique du Congo.

À l'intérieur du territoire, les flux de denrées se font des zones de production vers les zones de consommation et notamment vers les centres urbains. Du fait des faibles surplus engendrés par l'agriculture centrafricaine, ces flux restent modérés et sont limités par un réseau routier de médiocre qualité. À cela vient s'ajouter le facteur d'insécurité.

D'après les informations collectées lors de cette enquête, une majorité des commerçants a changé de source de ravitaillement pour trouver un fournisseur plus proche, c'est-à-dire dans la même localité pour réduire le risque d'insécurité au niveau du transport routier. En 2013, d'après l'ICASEES, les importations commerciales de produits alimentaires ont diminué de 26 pour cent à partir de 2012 et de 25 pour cent par rapport à la moyenne des quatre dernières années. La baisse des importations est due en grande partie à l'insécurité généralisée et le transport connaissant de graves perturbations sur les principales routes d'approvisionnement.

Le fonctionnement des marchés est limité par des contraintes structurelles

Comme décrit dans l'Analyse de fonctionnement des marchés en relation avec la sécurité alimentaire des ménages (PAM, 2011), le fonctionnement des marchés en République Centrafricaine, est fortement limité par d'importantes contraintes structurelles.

Les commerçants sont peu structurés et organisés

Les capacités de financement des activités commerciales sont très limitées. Dans la plupart des cas, les activités commerciales dépendent des capacités d'autofinancement des commerçants. D'après les résultats de cette enquête, 85 pour cent des commerçants déclarent obtenir leur source de financement par leurs propres moyens. Le recours au crédit reste rare, du fait du manque d'infrastructures bancaires ou de micro-crédit en province et du coût élevé des crédits.

La pratique du stockage est également peu développée. Pour les grossistes, la capacité de stockage a augmenté de 22 à 50 sacs entre août 2013 et août 2014. Cependant, la durée de stockage a chuté de 6 mois à 3 mois. Le système de transport est peu efficace. En effet, la faiblesse du réseau routier centrafricain, son état de dégradation, ainsi que le niveau de taxe et de prélèvement, rendent les activités de transport coûteuses et peu efficaces. Toutes ces contraintes internes freinent

la capacité du système à s'adapter et à répondre aux besoins des ménages. Depuis le début du conflit, les circuits de commercialisation ont souffert des violences intercommunautaires.

La grande majorité des commerçants (85%) déclare avoir moins de clients par rapport à l'année dernière. Les clients ne se rendant plus aux marchés, 25 pour cent des commerçants déclarent que la demande a baissé de plus d'un tiers et 30 pour cent déclarent que la demande a baissé de plus de la moitié. Les préfectures les plus touchées sont la Kémo (67%) et la Lobaye (80%), alors qu'à Bangui la demande reste plus stable.

Du fait de cette chute de la demande, du manque de financement, de l'insécurité, des violences interconfessionnelles, le nombre de grossistes a diminué en moyenne de 50 pour cent comparés à la même période l'année dernière. Les plus grandes baisses sont observées dans la Lobaye (84%), Ouaka (82%) et Basse Kotto (81%). Le nombre de détaillants a chuté également. Les plus grandes baisses sont observées dans la Ouaka (72%), à Nana Mambéré (68%) et à Haut Mbomou (62%). Avec la fuite des clients et des commerçants, les transactions commerciales ont diminué drastiquement.

À des fins programmatiques, les commerçants ont aussi été interrogés sur leur capacité à répondre à une demande accrue des ménages si une intervention avec un transfert monétaire ou sous forme des coupons alimentaires devait être mise en œuvre.

De manière générale, les commerçants semblent fortement affaiblis et non enclins à répondre à une demande croissante. En effet, plus de la moitié déclare ne pas pouvoir augmenter l'offre par manque de crédit. Ils sont plus de 30 pour cent à ne pas être en mesure de répondre à une demande qui doublerait, et aucun dans les préfectures de Lobaye et Nana Gribizi.

Près de 30 pour cent auraient besoin d'une semaine pour répondre à cette hausse de demande, 15 pour cent deux semaines, 8 pour cent moins d'un mois, 14 pour cent plus d'un mois. Les deux tiers des commerçants déclarent qu'ils font face à des ruptures de stock, notamment en saison des pluies. C'est un problème que rencontrent systématiquement tous les commerçants dans les préfectures de la Lobaye, la Kémo et la Nana Gribizi.

Les prix des denrées agricoles de base, comme le maïs, le manioc et le mil ont connu une tendance relativement stable au cours des deux dernières années.

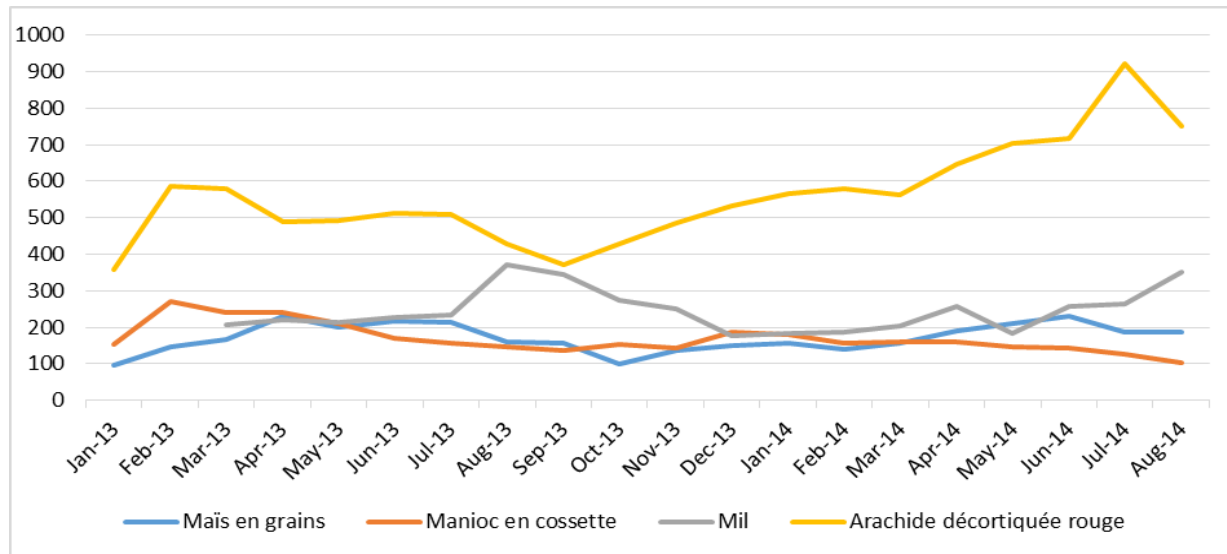
" Les prix des produits vivriers ont augmenté depuis juillet 2014"

En effet, la diminution de la présence des acteurs commerciaux sur les marchés a entraîné à son tour un affaiblissement du niveau des échanges. Seul le prix de l'arachide a connu une hausse fulgurante de 75 pour cent entre août 2013 et août 2014, notamment à cause de l'arrêt des importations en provenance du Tchad suite à la fermeture de la frontière et de la baisse de la production en 2013.

L'arachide provient maintenant de la RDC où l'offre commence à être restreinte due à une diminution des stocks disponibles. Le prix du manioc a augmenté de 17 pour cent entre août 2013 et août 2014. En effet, celui-ci est plus stable du fait d'une plus grande disponibilité et de l'écoulement des stocks pour générer des liquidités.

Le marché des denrées alimentaires fonctionne dans un environnement où deux campagnes agricoles consécutives ont été mauvaises, le pouvoir d'achat est limité et l'insécurité permanente.

Graphique 5 : Tendances des prix nationaux 2013-2014 (CFA/kg)



Source: ACF

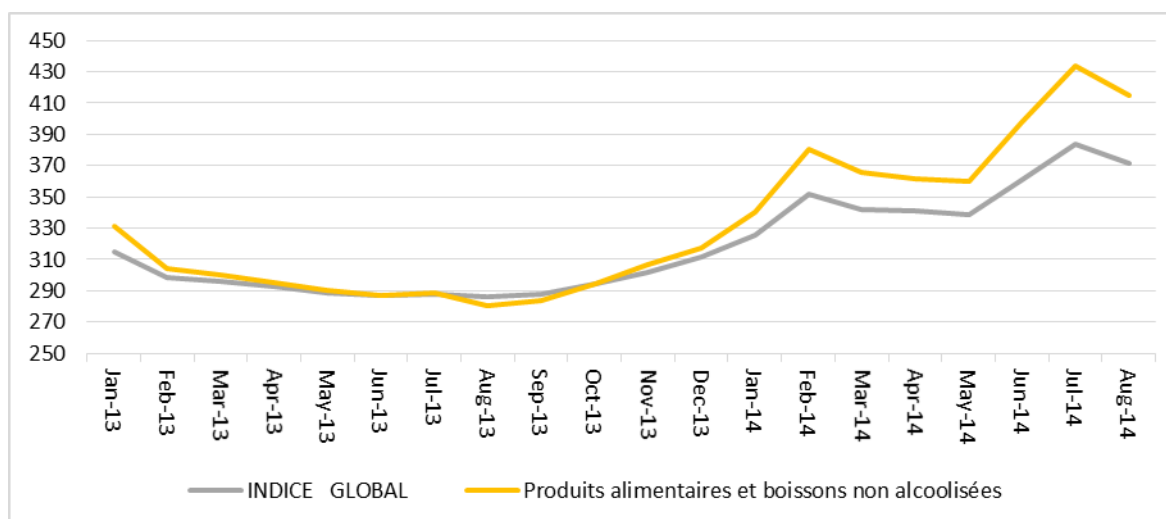
L'affaiblissement économique de 2013 persiste donc en 2014 et le marché connaît un équilibre fragile avec une offre restreinte mais aussi une demande encore réduite.

Les prix des produits vivriers qui étaient restés relativement bas à cause de la demande faible due au manque du pouvoir d'achat ont tendance à monter depuis

juillet 2014. Les prix des produits importés et transformés (sel, huile, savon) ont également augmenté compte tenu de la hausse du coût du transport dû à l'insécurité et la dégradation de l'infrastructure routière.

La hausse de l'indice des prix global et alimentaire s'est sensiblement accélérée depuis janvier 2014.

Graphique 6 : Indice des prix à la consommation, janvier 2013 – août 2014



Source: Institut Centrafricain des Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES)

7. Consommation alimentaire

"24% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite"

Le score de la consommation alimentaire des ménages (SCA) est un indicateur de l'accès aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire. Il est calculé à partir de:

- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

Au niveau national, 24 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate (pauvre ou limite), dont 6 pour cent avec une consommation pauvre. Les préfectures de Mambéré Kadéï, Nana Gribizi, Lobaye et la ville de Bangui affichent des prévalences de consommation alimentaire pauvre et limite dépassant 30 pour cent, soit les plus élevées du pays.

Les ménages avec une consommation pauvre ne consomment pratiquement pas de fruits, de lait et de protéines animales. Leur régime se base surtout sur les

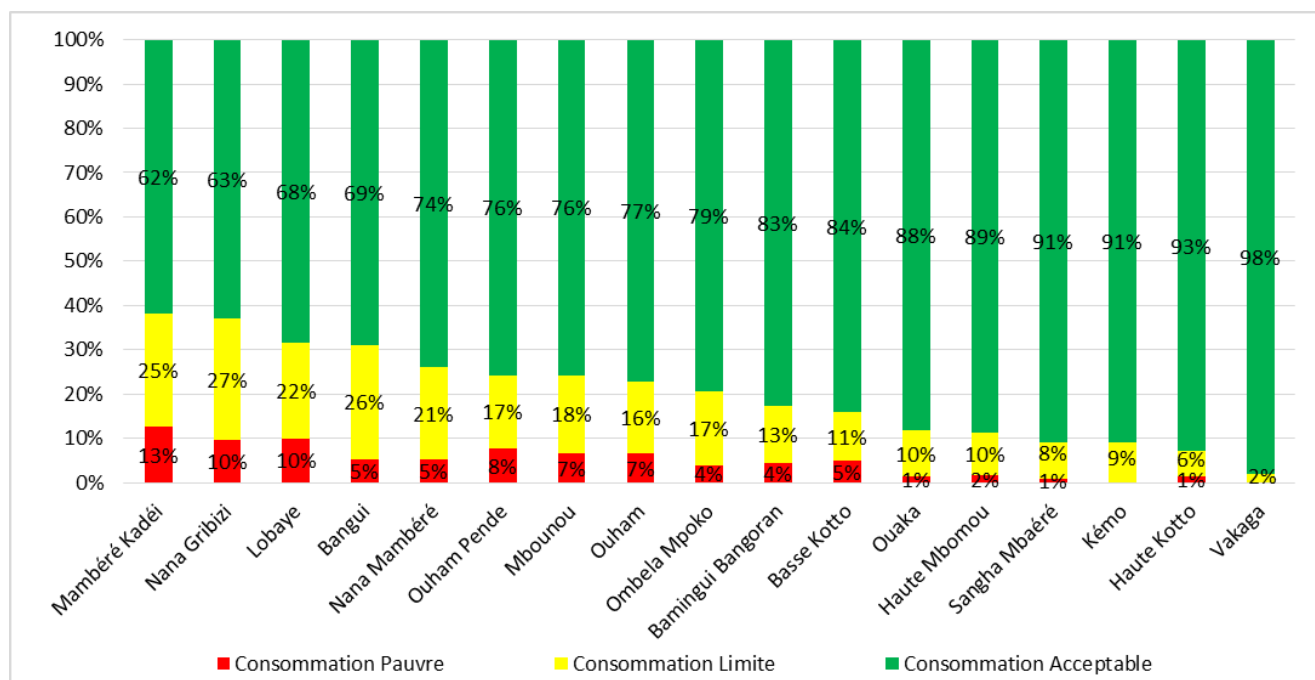
légumes (4 à 5 jours) et des céréales qu'ils consomment quelques jours par semaine (3 à 4 jours). Ils ne consomment que très peu d'huile et de sucre (3 jours par semaine en moyenne) et encore moins de légumineuses (une seule fois par semaine).

Les ménages avec une consommation alimentaire limite consomment un peu plus fréquemment des légumineuses, du sucre et de l'huile. Ces ménages consomment très peu des protéines animales et des fruits et presque jamais de lait.

Environ 76 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire acceptable. Le régime de ces ménages est basé également sur la consommation de céréales, de légumes, de légumineuses, mais ils se démarquent de deux autres groupes par la consommation plus fréquente de protéines animales (4 jours par semaine).

En moyenne, les ménages consomment quasi quotidiennement des céréales ou tubercules, mais la consommation des aliments riches en protéines animales est faible pour la grande majorité des ménages à travers le pays.

Graphique 7: Groupes de consommation alimentaire par préfectures



Source : Données ménages de l'EFSA 2014

"Les déplacés en famille d'accueil et les retournés sont plus dépendants du marché"

Par rapport à l'EFSA de 2013, on peut constater une détérioration de la situation de la consommation alimentaire dans le pays. Hors Bangui, le pourcentage des ménages avec une consommation pauvre ou limite est passé de 15 pour cent à 20 pour cent en moyenne avec des disparités en fonction des préfectures.

La consommation alimentaire semble s'être fortement détériorée dans les préfectures de la Mambéré Kadéï (de 7% de ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite en 2013, à 25% en 2014), la Mbomou (de 15% à 21%) et l'Ombella M'Poko (de 5% à 17%).

Les zones de moyen d'existence et les sources de revenus déterminent la consommation de certains types d'aliments. Les éleveurs ou les ménages pratiquant la chasse consomment plus d'aliments riches en protéines, ce qui explique un score de consommation alimentaire plus élevé chez ces ménages.

Le nombre moyen de repas pris la veille de l'enquête à la maison est de 2 repas pour les adultes et pour les jeunes enfants. Le nombre moyen de repas consommé par les ménages de Bangui (1,1), Nana Gribizi (1,3) et Bamingui Bangoran (1,5) est moins élevé que le niveau national (1,8).

Les ménages dépendent fortement des marchés pour s'approvisionner²⁰. Au niveau national, pour plus de 66 pour cent des ménages, l'achat est la source principale pour accéder aux vivres qu'ils consomment.

La différence entre les zones urbaines et rurales est importante (60% en zone rurale contre 78% en zone urbaine), ce qui rend ces ménages vulnérables aux fluctuations de l'offre et des prix sur les marchés. Ces ménages comptent plus fréquemment sur les aides, les dons ou le troc de leur main d'œuvre pour satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels.

Au regard des résultats obtenus, les ménages qui dépendent de l'agriculture et qui ont pu cultiver parvenaient encore à compter sur leur propre production particulièrement leur production de tubercules pour

assurer une partie de l'alimentation lors de l'enquête. Cela pourrait encore durer 2 à 3 mois en moyenne d'après la CFSAM.

Une portion marginale de ménages dépend des dons, aide, emprunt et/ou troc (5%). Les ménages qui dépendent de l'aide et des dons se trouvent surtout dans l'Ouham Pendé (13%).

Concernant les céréales, 39 pour cent des ménages interrogés déclarent avoir les marchés comme unique source d'approvisionnement et 42 pour cent disent dépendre à la fois de leur propre production ou combiner avec d'autres sources telles que les marchés, l'aide alimentaire et/ou les dons.

Pour les tubercules, 26 pour cent dépendent exclusivement du marché et 62 pour cent dépendent de leur production exclusivement ou combinée avec d'autres sources. La dépendance exclusive au marché est plus forte en milieu urbain et chez les retournés ou les déplacés vivant avec des familles d'accueil.

La dépendance au marché est plus forte pour les ménages urbains et pour les ménages déplacés en familles d'accueil ou retournés n'ayant pas accès à la terre où n'ayant pas pu cultiver.

Concernant les aliments riches en protéines comme la viande, les œufs, le lait, le poisson, 85 pour cent des ménages déclarent avoir pour source le marché pour au moins un de ces aliments, 20 pour cent la chasse/cueillette ou pêche et 9 pour cent leur propre production. La hausse des prix de la viande sur les marchés n'a pas favorisé la consommation de ces aliments riches en protéines, ce qui pourrait expliquer l'augmentation des ménages avec une consommation inadéquate dans certaines préfectures.

Les ménages ayant reçu de l'assistance alimentaire ces 6 derniers mois et/ou le recevant toujours ont de meilleurs scores de consommation que les ménages n'en ayant pas obtenu.

20. L'enquête a collecté des informations sur la principale source des différents aliments consommés par le ménage pendant les sept jours précédents l'enquête. Cet indicateur ne montre pas le pourcentage de nourriture provenant des différentes sources, la quantité de nourriture n'ayant pas été collectée. Par contre, le pourcentage (moyenne) de jours de consommation provenant des différentes sources est présenté ci-dessus.

8. Sécurité Alimentaire

Les résultats de cette enquête sont comparables à titre indicatif avec l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence menée en RCA à la même période en 2013.

Mesure de la sécurité alimentaire

L'approche CARI est une méthode utilisée pour l'analyse et le reportage du niveau d'insécurité alimentaire dans une population. Le score composite de la sécurité alimentaire regroupe les indicateurs proxys de la sécurité alimentaire et prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire: i) l'accès à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est

l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme dont la capacité d'adaptation est mesurée par rapport à leur vulnérabilité économique (à partir principalement des dépenses alimentaires) et l'épuisement de leurs actifs (à partir des stratégies d'adaptation).

Sur la base de cette méthode, l'évaluation classe la situation de la sécurité alimentaire des ménages en quatre catégories de niveau croissant de sévérité. Les groupes d'insécurité alimentaire modérée et sévère combinés donnent la prévalence de l'insécurité alimentaire.

Tableau 1 : Console de la classification de la sécurité alimentaire (CARI)

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limite (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de la consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable 76%	--	Consommation alimentaire Limite 18%	Consommation alimentaire pauvre 6%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses consacrées à la nourriture	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture 17%	50% à 65% des dépenses consacrées à la nourriture 13%	65% à 75% des dépenses consacrées à la nourriture 18%	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture 52%
	Épuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	Aucune 41%	Stratégies de stress 16%	Stratégies de crise 24%	Stratégies d'urgence 19%
Résumé des indicateurs			9%	62%	25%	3%
	Classification globale de l'insécurité alimentaire		28%			

Source: Données ménages de l'EFSA 2014

Au niveau national, 28 pour cent des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire (3% en situation sévère et 25% en situation modérée).

Les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modérée ont une consommation alimentaire déficiente qui ne permet pas de répondre aux besoins nutritionnels. En moyenne, 70 pour cent de leurs dépenses sont consacrées à la nourriture, ce qui laisse à ces ménages une faible capacité à subvenir à leurs besoins non alimentaires.

Ils dépensent en effet 1,5 fois moins en frais de santé et 2 fois moins en frais d'éducation que les ménages en sécurité alimentaire. Par ailleurs, ces ménages ont une très faible capacité d'adaptation en cas de hausse des prix sur les marchés.

En général, ces ménages ne parviennent à assurer l'accès à l'alimentation qu'en ayant recours à des stratégies de crise ou d'urgence qui entravent leur productivité sur le long terme. Il s'agit des ménages à cibler en priorité.

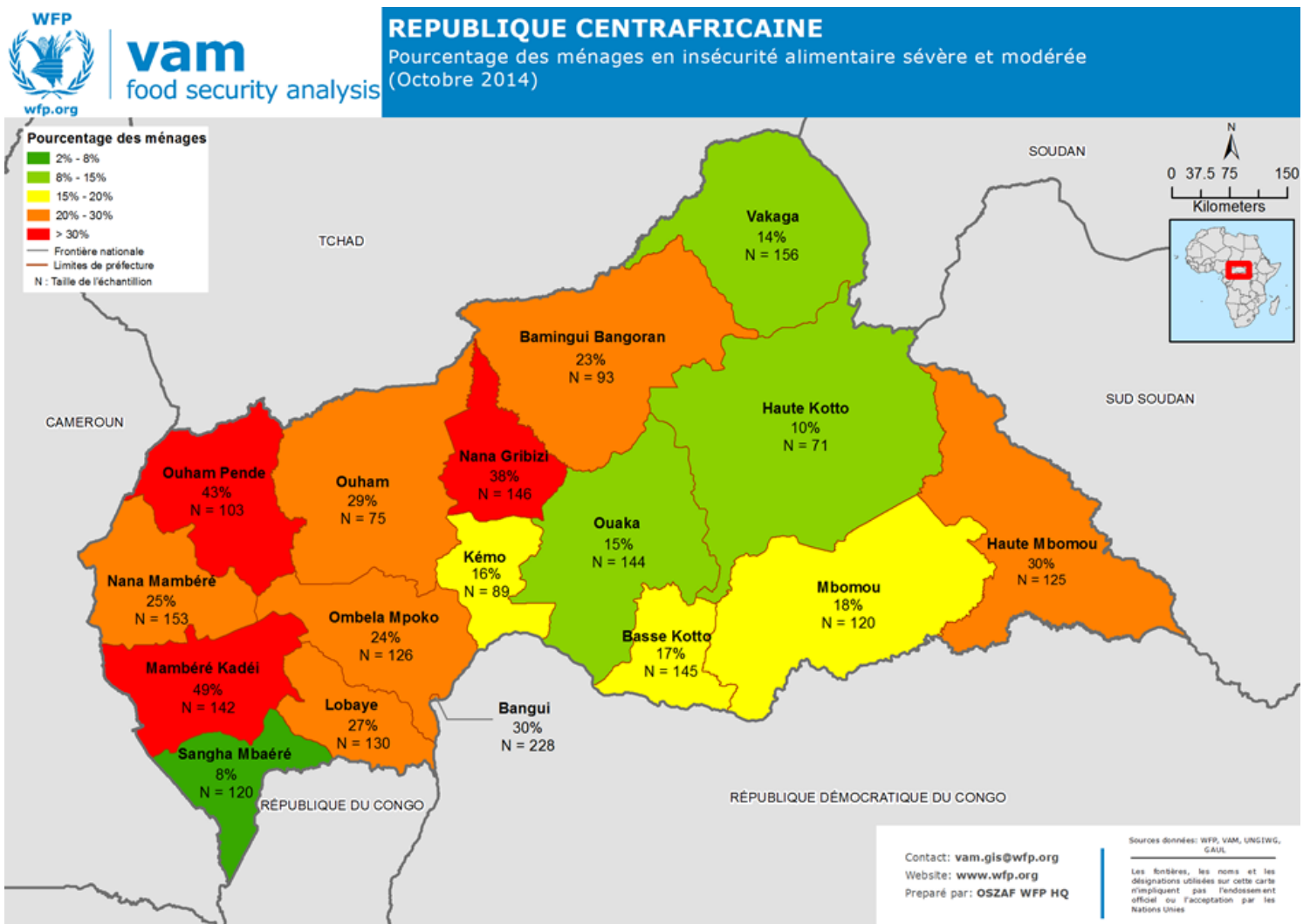
La grande majorité des ménages (62%) est en situation de sécurité alimentaire limite. Ces ménages parviennent à assurer une consommation alimentaire adéquate en ayant recours à des stratégies de stress telles que la vente des actifs domestiques (30%) la dépense des épargnes (29%) et l'emprunt à un prêteur officiel (20%). Ces stratégies demeurent cependant réversibles, mais réduisent la capacité des ménages à faire face aux chocs futurs du fait de la réduction des actifs et de l'augmentation des dettes. Dans un contexte de chocs récurrents comme cela est le cas en RCA, ces ménages n'auront pas le temps de capitaliser d'autres actifs.

Environ 9 pour cent des ménages sont en sécurité alimentaire, ils sont donc capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non-alimentaires essentiels.

Par rapport à 2013, l'insécurité alimentaire globale n'a pas substantiellement évolué. Les ménages continuent à faire face aux mêmes difficultés et se retrouvent contraints à recourir à différentes stratégies pour assurer leurs besoins alimentaires. Cependant, certains parmi eux ont vu leurs stratégies d'adaptation s'éroder et ne sont plus en mesure d'assurer une alimentation adéquate sans assistance alimentaire.

Mambéré Kadéi, Ouham Pendé et Nana Gribizi sont les préfectures avec la plus forte proportion de ménages en insécurité alimentaire avec respectivement 49, 43 et 38 pour cent des ménages enquêtés. Le pourcentage des ménages ont insécurité alimentaire est beaucoup plus élevé dans les zones rurales (30%) que dans les zones urbaines (25%) du pays.

Carte 2 : Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire par préfectures



Source: Données ménages de l'EFSA 2014

Tableau 2 : Distribution de l'insécurité alimentaire par préfecture

Préfecture	Population (Projection RGPH 2003)	Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire sévère/modérée	
		%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs
Bamingui Bangoran	54 346	20%	11 103	2%	1 169	23%	12 272
Bangui	839 081	26%	217 131	4%	36 802	30%	253 932
Basse Kotto	313 225	16%	49 684	1%	2 160	17%	51 844
Haute Kotto	113 543	10%	11 194	0%	0	10%	11 194
Haut Mbomou	72 416	25%	17 959	6%	4 055	30%	22 014
Kémo	148 874	12%	18 400	3%	5 018	16%	23 418
Lobaye	310 365	24%	74 010	3%	9 550	27%	83 560
Mambéré Kadéi	458 611	42%	193 779	7%	32 297	49%	226 076
Mbomou	206 188	18%	36 083	1%	1 718	18%	37 801
Nana Gribizi	148 115	34%	50 724	3%	5 072	38%	55 797
Nana Mambéré	293 759	24%	71 040	1%	3 840	25%	74 880
Ombella M'Poko	448 465	22%	99 659	2%	7 118	24%	106 777
Ouaka	347 872	15%	53 147	0%	0	15%	53 147
Ouham	464 174	23%	105 213	7%	30 945	29%	136 158
Ouham Pendé	541 221	39%	210 183	4%	21 018	43%	231 201
Sangha Mbaéré	127 068	8%	9 530	0%	0	8%	9 530
Vakaga	65 694	13%	8 422	1%	842	14%	9 265
Total	4 953 017	25%	1 250 826	3%	156,163	28%	1 386 845

Source: Données ménages de l'EFSA 2014

Profils des ménages en insécurité alimentaire

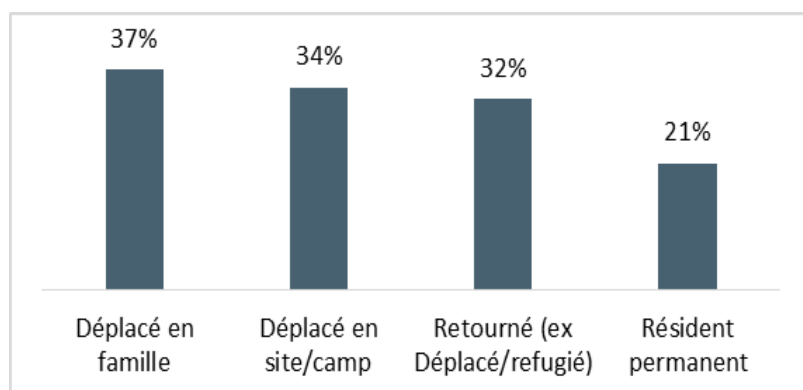
Caractéristiques principales de ménage en insécurité alimentaire

- ⇒ Ménages résidant majoritairement dans les préfectures de Mambéré Kadéï, Ouham Pendé, Nana Gribizi, Haute Mbomou, Bangui et Ouham.
- ⇒ Ménages très pauvres ou pauvres.
- ⇒ Ménages déplacés en famille d'accueil ou en site/camp, ou retournés.
- ⇒ Ménages dirigés par des femmes ou ne comptant au sein du ménage aucun homme entre 26 et 59 ans.
- ⇒ Ménages n'ayant pas d'éducation ou études primaires.
- ⇒ Ménages n'ayant pas accès aux services financiers.
- ⇒ Ménages ayant accès à de faibles superficies pour cultiver et/ou ne possédant pas ou peu de bétail.

L'analyse montre que les ménages résidants dans les préfectures de la Mambéré Kadéï, l'Ouham Pendé et la Nana Gribizi risquent trois fois plus d'être en insécurité alimentaire que les ménages dans la Vakaga.

Ces préfectures présentent les taux les plus élevés de ménages en insécurité alimentaire modérée ou sévère et sont des foyers de tension ou connaissent un fort taux de population déplacée.

Graphique 9 : Taux d'insécurité alimentaire par statut de résidence



Source: Données ménages de l'EFSA 2014

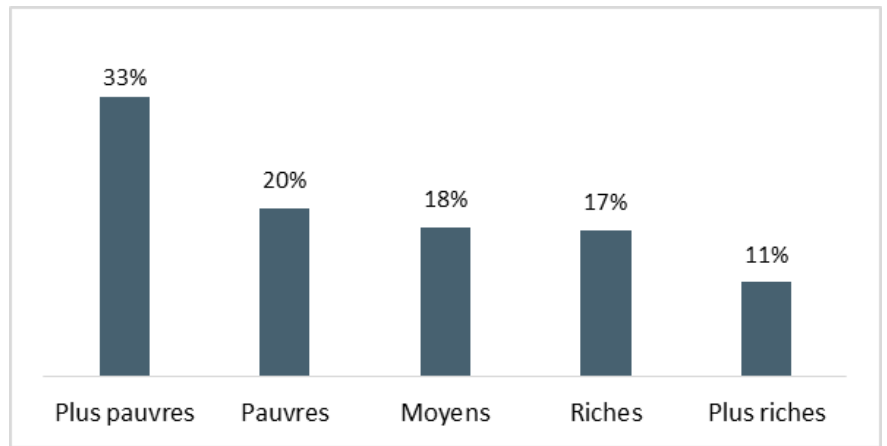
Un ménage pauvre, ayant très peu d'actifs ou de bétail est en moyenne trois fois plus en insécurité alimentaire qu'un ménage riche. Les ménages pauvres des préfectures de Mambéré Kadéï, Ouham Pendé, Nana Gribizi ont un taux d'insécurité alimentaire de 56 pour cent.

Les déplacés vivants avec des familles d'accueil ont deux fois plus de risque d'être en insécurité alimentaire que les résidents permanents ne s'étant jamais déplacés.

Les déplacements occasionnent des pertes d'actifs, de capital humain et social qui rendent les ménages vulnérables et démunis.

De même, le niveau d'éducation est un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire. Un chef de ménage n'ayant jamais été à l'école présente trois fois plus de risques qu'un ménage ayant fait des études supérieures d'être en insécurité alimentaire.

Graphique 10 : Taux d'insécurité alimentaire par quintile de richesse



Source: Données ménages de l'EFSA 2014

Les ménages dépendant exclusivement des marchés, des dons ou de l'aide pour la consommation de céréales sont généralement plus en proie à l'insécurité alimentaire que les ménages qui peuvent compter sur leurs propres productions. Ainsi, les ménages agricoles n'ayant pas cultivé l'année dernière sont plus en insécurité alimentaire particulièrement chez les ménages ruraux, de même que les ménages qui ont accès à de faibles superficies pour cultiver.

Par ailleurs, les ménages en zone rurale ayant reçu des semences comme assistance non alimentaire présentent de meilleurs taux de sécurité alimentaire. Il s'agit du seul type d'assistance à produire des résultats statistiquement significatifs permettant de conclure.

En zone rurale la possession de bétail semble améliorer la situation alimentaire des ménages. Le bétail est un actif

qui peut être vendu par les ménages dans des situations de pénurie alimentaire pour accéder à l'alimentation. Le gros bétail intervient également dans l'agriculture pour l'emblavure des parcelles agricoles.

En zone urbaine, les ménages ayant des sources de revenus précaires telles que l'élevage, la vente de produits vivriers ou maraîchers présentent de plus fort taux d'insécurité alimentaire. Il peut s'agir de déplacés n'ayant pas de possibilité d'exercer pleinement leur métier d'origine par manque de terre, d'actifs ou d'opportunités d'emploi.

L'accès aux services financiers est également déterminant; les ménages ayant la possibilité de contracter des prêts présentent les plus faibles taux d'insécurité alimentaire.

Les résultats de l'EFSA montrent que les ménages dirigés par des femmes (MDPF) présentent des taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Cette situation s'explique par de multiples facteurs.

Dans les contextes de déplacements, les femmes sont plus vulnérables car plus exposées aux violences

Dans un contexte de conflits et de violence, les femmes paient un lourd tribut, dû aux violences sexuelles perpétrées et aux déplacements. Des cas de violences liées au genre ont été reportés en RCA. De plus, une forte proportion de familles réfugiées ou déplacées est dirigée par des femmes. Elles se retrouvent vulnérables dans un environnement souvent inconnu et avec une perte de leur capital social ; pour différentes raisons culturelles et/ou sociales, sans la possibilité de retrouver leurs moyens d'existence et subvenir à leurs besoins.

Les femmes sont plus exposées à la pauvreté

L'insécurité alimentaire est aussi une conséquence de la pauvreté, entraînant un problème d'accès économique à la nourriture. Selon les résultats, un MDPF en zone rurale est trois fois plus susceptible d'être un ménage très pauvre qu'un MDPH (ménage dirigé par un homme). Environ 37 pour cent des MDPF en zone rurale est dans le quintile de richesse des ménages très pauvres, caractérisés par une faible possession d'actifs domestiques et productifs et un faible accès aux infrastructures contre 21 pour cent chez les MDPH. En cas de difficulté pour subvenir aux besoins alimentaires et non alimentaires, ces ménages qui sont démunis et n'ont pas d'actifs pour se procurer de l'argent, ont plus souvent recours à la mendicité comme stratégies d'adaptation, surtout en zone urbaine.

Les femmes ont un faible taux d'accès à l'éducation

Les femmes ont tendance à avoir un plus faible niveau d'instruction que les hommes. En milieu urbain, 44 pour cent des femmes n'ont fait aucune étude contre 19 pour cent chez les hommes tandis qu'en milieu rural, ce sont 57 pour cent contre 22 pour cent. Le niveau d'éducation des ménages est un facteur important de la sécurité alimentaire, car il permet en général, l'accès à des sources de revenus moins précaires et augmente le niveau de richesse du ménage. De plus, un bon niveau d'éducation des femmes permettrait une meilleure utilisation des aliments et améliorerait le statut nutritionnel des enfants et un meilleur accès aux instances de décision.

Les femmes ont un accès limité aux services financiers.

Les MDPF ont moins accès aux services financiers (prêts) et ont moins de possibilités de contracter des dettes. De plus, les dettes qu'elles contractent sont plus souvent auprès des parents/amis, de commerçants ou d'organismes de bienfaisance. En zone urbaine, aucun des MDPF interrogés n'a rapporté avoir reçu un prêt d'une caisse d'épargne mutuelle ou d'un prêteur, contrairement aux MDPH. Cela limite la capacité des MDPF à financer des activités économiques et pratiquer des activités génératrices de revenus.

Une question d'accès à la terre et de pratique d'activités génératrices de revenus

L'accès à la terre joue un rôle important dans la sécurité alimentaire des ménages dans un contexte où les ménages dépendent majoritairement des activités agricoles pour accéder à l'alimentation et aux revenus. En zone urbaine et périurbaine, 31 pour cent des femmes déclarent ne pas avoir accès à la terre pour pratiquer l'agriculture contre 20 pour cent des MDPH. En zone rurale où l'accès est moins restreint, les superficies cultivées sont plus petites pour les femmes, 30 pour cent cultivent des superficies inférieures à 0,5 ha contre 19 pour cent chez les MDPH. De plus, même lorsque la terre est disponible, les ménages dirigés par les femmes n'ayant pas en leur sein des hommes entre 26 et 59 ans souffrent d'un manque de main d'œuvre ou de semences. Il en découle qu'en zone urbaine et périurbaine, les MDPF sont plus dépendants des marchés pour leurs besoins en céréales, ce qui les rend plus vulnérables. Concernant les sources de revenus, les MDPF vivant en zone rurale dépendent du petit commerce, de l'agriculture et de la transformation de produits naturels. Par contre, elles sont plus nombreuses à déclarer avoir comme source de revenus les aides ou dons surtout en milieu urbain, 22 pour cent des MDPF contre 14 pour cent des MDPH.

9. Scénarios

"Le pays ne se relèvera pas de cette crise dans le court et moyen terme. Les interventions humanitaires serviront à maintenir le capital humain et à enclencher le relèvement précoce et la reconstitution des moyens d'existence"

La situation sécuritaire est plus que jamais imprévisible et volatile

Le déploiement progressif de la MINUSCA à l'intérieur du pays laisse présager une amélioration de la situation sécuritaire à moyen terme dans les zones où elle pourra être présente. En attendant, les contacts entre ces forces et les groupes armés « ex-séléka » et milices « anti-balaka » créent des confrontations et de l'insécurité et engendrent des déplacements. À Bangui, la situation sécuritaire s'est détériorée le 7 octobre avec une série de violences. De même, la « ex-Seleka » se renforce par la création de branches politiques et affiche des dissensions ouvertes avec le pouvoir en place. La situation reste, plus que jamais, imprévisible et volatile.

L'accès humanitaire devient de plus en plus difficile

Même si globalement l'accès humanitaire s'est amélioré depuis le début de l'année, les hostilités manifestes, les violences contre les civils et les travailleurs humanitaires, les rackets envers les organisations humanitaires, de même que l'ingérence de certains groupes armés lors de la mise en œuvre des actions humanitaires sont un défi pour l'accès aux populations les plus vulnérables. De plus, la dégradation du réseau routier rend le transport difficile et très coûteux.

Les déplacements reprendront si la situation sécuritaire se détériore

Les mouvements de populations semblent baisser avec le calme précaire qui règne dans certaines zones. Une détérioration de la situation sécuritaire entraînerait des déplacements d'une population déjà très éprouvée avec des conséquences dramatiques.

Le redressement économique ne se fera pas dans le court et moyen terme

L'activité économique s'est effondrée avec une chute du PIB de 37 pour cent et du secteur agricole de 46 pour

cent. Combiné à la dégradation des moyens de production et la perte des intrants pour une population majoritairement agricole, le pays ne se remettra pas de la situation socio-économique dégradée sur le court et moyen terme.

Les prix vont maintenir une tendance à la hausse

Les prix des produits vivriers qui étaient restés relativement bas à cause de la demande faible due au manque du pouvoir d'achat ont tendance à augmenter depuis juillet 2014. Cela aura un impact sur les ménages en insécurité alimentaire qui dépendent essentiellement du marché pour leur alimentation et du travail journalier et de la vente de produits vivriers pour leurs revenus.

Les ménages affectés seront de plus en plus vulnérables

La durée et du fait de la sévérité de la crise que traverse le pays, les stratégies de survie s'épuisent et les ménages ont de plus en plus recours à des stratégies de crise et d'urgence aux conséquences souvent durables et qui affaiblissent leurs capacités futures à assurer leurs revenus et leur accès à l'alimentation.

Une période de soudure précoce est attendue

Les mauvaises récoltes pour la deuxième année consécutive laissent présager une période de soudure précoce qui affectera particulièrement les ménages en insécurité alimentaire dans les zones de conflit et de déplacement.

Les recommandations ont été faites avec les partenaires de l'évaluation et les membres du cluster de la sécurité alimentaire lors d'un atelier d'analyse de la réponse. Une attention particulière a été portée à la protection des bénéficiaires, au renforcement de la cohésion sociale et à la sécurité des partenaires, en particulier ceux chargés de la distribution alimentaire.

10. Recommandations

LES INTERVENTIONS S'ARTICULERONT AUTOUR DES OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE DE RÉPONSE ÉTABLIS PAR LA COMMUNAUTÉ HUMANITAIRE POUR 2015 AXÉ SUR:

- * Assistance multisectorielle d'urgence aux populations affectées ;
- * Renforcement de la protection, l'accès aux services sociaux de base et les moyens de subsistance des personnes affectées par un déplacement prolongé ;
- * Renforcement de la cohésion sociale et le dialogue intercommunautaire et la prévention des risques de détérioration ;
- * Renforcement de la résilience des communautés et l'appui au retour, les solutions durables et le relèvement précoce des personnes déplacées.

Les recommandations ont été faites avec les partenaires de l'évaluation et les membres du cluster de la sécurité alimentaire lors d'un atelier d'analyse de la réponse. Une attention particulière a été portée à la protection des bénéficiaires, au renforcement de la cohésion sociale et à la sécurité des partenaires, en particulier ceux chargés de la distribution alimentaire.

Les interventions contribueront aux objectifs spécifiques du plan sectoriel de la sécurité alimentaire qui consiste à : 1) fournir une aide vitale pour les populations en situation d'urgence en assurant l'accès à la nourriture ; 2) rétablir les moyens d'existence des ménages affectés en favorisant l'accès aux actifs productifs et aux marchés et augmenter leur résilience en renforçant les structures économiques et sociales ; et 3) encourager les opportunités économiques et les échanges intercommunautaires.

Certains ménages se sont déplacés pour une durée prolongée ou vivent dans des enclaves, résultats des conflits intercommunautaires. Les solutions durables à ce type de déplacement passeront par un retour, une réinstallation ou intégration des personnes dans les communautés. Ce retour doit être accompagné pour qu'elles puissent recouvrer leurs actifs et assurer leurs moyens de subsistance. Le retour des personnes encore déplacées vers leur lieu de résidence doit être encouragé en respectant son caractère volontaire.

L'assistance aux réfugiés dont la moitié a une consommation alimentaire limitée devra être poursuivie pour ceux vivant dans les camps. Les ménages en insécurité alimentaire modérée requièrent un appui permettant de renforcer leurs moyens d'existence, la réhabilitation des infrastructures communautaires et économiques et la mise à disposition de filets de sécurité. Une attention particulière sera portée aux ménages sans terre, ceux dont le chef de famille est une femme ou une personne inactive (handicapé) car ils sont davantage touchés par l'insécurité alimentaire.

Durée et période d'intervention

Une assistance d'urgence comprenant un transfert alimentaire en faveur des personnes déplacées et vivant dans les enclaves sera poursuivie. La durée moyenne de déplacement tend à se prolonger au-delà de 3 mois et l'assistance devra être ajustée selon que ces personnes choisissent de retourner, de se réinstaller et d'intégrer les communautés dans lesquelles elles vivent. Dans ces cas, une assistance alimentaire pour une période de 3 mois à Bangui sera relayée par des activités génératrices de revenus, et de restauration des actifs domestiques, productifs et communautaires.

Dans les zones rurales, les ménages en insécurité alimentaire sévère seront assistés tant que leur situation le justifiera tandis que les retournées et les familles d'accueil seront prioritaires dans l'appui à la reconstitution des actifs communautaires qui commenceront dès le début de l'année 2015 car la période de soudure sera précoce. Un appui en intrants agricoles sous forme de semences améliorées, de petits outils et de rations de protection, devra être apporté durant la période de soudure pour assurer une relance effective des travaux agricoles et permettre une consommation alimentaire adéquate des ménages en insécurité alimentaire modérée, éviter la vente des intrants et encourager les ménages à cultiver. Cette intervention sera ajustée au calendrier cultural des trois zones agro-écologiques.

Modalités de transfert

Les modalités d'intervention comprendront des transferts conditionnels et inconditionnels sous forme de rations et de coupons alimentaires ou une combinaison des deux modalités selon le lieu de résidence. Suite à une étude de faisabilité, des interventions de transfert inconditionnel à petite échelle sous forme de coupons alimentaires sont envisagées à Bangui. Un programme de transfert conditionnel avec cette même modalité est également envisagé en faveur de ménages en insécurité alimentaire modérée dans des communautés vulnérables pour réhabiliter les infrastructures communautaires à l'intérieur du pays.

Reconstituer les moyens d'existence et renforcer la résilience

A court terme, l'assistance humanitaire doit contribuer à la protection du capital humain, et au relèvement des populations avec la reconstitution de leurs moyens d'existence. L'appui aux ménages doit être accompagné de la réhabilitation des actifs communautaires, la mise à disposition des services de base et le renforcement des filets de sécurité.

L'assistance en faveur de la reconstitution des moyens d'existence doit donc continuer avec des appuis en faveur de la production vivrière et du petit élevage, de la réhabilitation des infrastructures agricoles et de la création d'emplois en vue d'accroître le pouvoir d'achat des populations. En milieu urbain, ces appuis devront être complétés par des activités de maraîchage et de micro-jardins, de création d'emplois par des techniques à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), et des activités génératrices de revenus orientées vers les petits métiers.

Les interventions humanitaires ont permis d'éviter une dégradation majeure de la sécurité alimentaire, de répondre aux besoins urgents et de fournir des services de base, mais n'ont pas pu permettre une consolidation de la résilience. Celle-ci requiert des mesures favorisant la reprise économique qui ne pourra se faire sans restaurer la sécurité, la paix et la confiance entre les communautés.

Il est nécessaire de redéployer les services décentralisés de l'Etat et reconstruire les infrastructures économiques tout en encourageant la réconciliation au niveau des villages par des activités communautaires. Les problèmes de la transhumance et de la gestion de ressources naturelles et plus généralement des relations entre agriculteurs et éleveurs doivent être résolus. Le retour des acteurs économiques et leur encadrement, en particulier les commerçants et les transporteurs, doivent être facilités par des mesures assurant la sécurité et la libre circulation des biens et des personnes.

Les partenaires du cluster sécurité alimentaire réitèrent les recommandations faites précédemment à l'occasion de l'évaluation de 2013 :

- La redéfinition de la politique foncière ;
- La structuration de la filière agricole et l'amélioration des techniques de production avec le renforcement de l'encadrement technique et la formation ;
- Le renforcement des organisations paysannes et l'accès au crédit ;
- La construction d'infrastructures post-récolte, la commercialisation groupée de produits agricoles ;
- L'organisation des circuits de commercialisation des produits agricoles et le soutien à l'accès aux marchés ;
- Le développement des activités génératrices de revenus à travers la transformation de produits agricoles, le petit commerce et l'élevage du petit bétail ;
- L'appui au secteur du transport.

La mise en œuvre du Programme National d'Investissement pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (PNIASAN) répondra à ces préoccupations. Mais ce plan de grande envergure requiert des financements et des capacités de mise en œuvre qui ne pourront se mettre en place que progressivement sur le moyen et long terme.

En termes de renforcement des systèmes d'information, il convient de continuer le suivi des prix et d'assurer une meilleure connaissance de leur structure. Le système de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sera relancé et favorisera son appropriation par les partenaires de la sécurité alimentaire en général et les autorités nationales en particulier. Il devra être complété par un système d'alerte précoce tant au niveau de chocs humanitaires que des conditions agro-écologiques. Le mécanisme de réponses rapides (RRM) continuera à servir de déclencheur des interventions humanitaires dans les situations de crise aiguë.

Annexe 1: Méthodologie

Méthodologie

La méthodologie adoptée pour la réalisation de cette évaluation a suivi la procédure du manuel révisé d'Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence. Elle vise à évaluer la sécurité alimentaire des ménages dans les zones affectées par les conflits en RCA et dans la capitale Bangui. Une consultation pré-enquête à travers le cluster sécurité alimentaire (CSA) a réuni les principaux partenaires techniques dans le domaine de collecte et analyse des données socio-économiques pour présenter et discuter de la méthodologie et les outils de collecte des données. Cette approche offre, en effet, l'opportunité d'améliorer la collaboration entre le Gouvernement à travers le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le PAM, la FAO et les autres membres de CSA afin que les données collectées correspondent effectivement aux besoins d'informations nécessaires pour la programmation des interventions multisectorielles envisagées par les différentes partenaires.

Types de données collectées

Cette enquête a fait recours aux données primaires et secondaires. Les données secondaires ont été analysées à travers une revue complète des données et rapports existants relatifs à la campagne agricole 2014/2015, les études de sécurité alimentaire et socio-économiques antérieures et les rapports de missions de suivi et évaluation des partenaires portant sur les régions concernées. Une analyse approfondie de ces données existantes a été faite pour déterminer le gap en informations primaires à collecter.

La collecte de données primaires était conduite auprès des ménages et au niveau des villages ou quartiers échantillonnés. Les informations collectées ont été complétées et/ou soutenues par les données secondaires disponibles ; ce qui permettra de faire des recoupements concordants avec la situation antérieure et saisir l'ampleur de la situation actuelle.

Trois méthodes de collecte de données ont été appliquées :

- un entretien en groupe de discussion (focus groups discussions) avec les leaders, chefs traditionnels, responsables locaux, personnes ressources, ONG, etc...
- des entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants pour obtenir des informations sur la vie des ménages et sur leur sécurité alimentaire ; et

Les informations émanant des groupes de discussion (focus groups) ont permis de situer, de manière globale,

les problèmes spécifiques des populations des différentes zones. En particulier, les discussions de groupes ont permis d'identifier les sources de revenus, la provenance des denrées alimentaires, les stratégies pour atténuer les chocs et, dans une certaine mesure, d'avoir une indication sur les groupes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les entretiens en focus groups ont été tenus dans chaque village/quartier échantillonné.

Au niveau des ménages : Les ménages ont été choisis dans le village/quartier retenu de façon aléatoire et systématique. La collecte des données dans les ménages était faite à travers un questionnaire portant sur les aspects de la sécurité alimentaire de manière globale. Ce questionnaire a été administré aux chefs de ménages ou à toute autre personne adulte dans le ménage pouvant donner les renseignements demandés. Les interviews ont fourni des informations sur le capital humain, l'agriculture, les sources de revenus, les niveaux des stocks alimentaires, la consommation alimentaire, les dépenses, les chocs subis par les ménages et les mécanismes d'adaptation des ménages.

Les entrevues avec les commerçants ont été conduites dans les principaux marchés des centres urbains pour collecter les informations sur les prix, l'évolution de l'offre et de la demande de denrées alimentaires au niveau des différents marchés. Ces entretiens ont permis de mieux comprendre le fonctionnement des marchés. Cette analyse fût complétée par l'analyse des données secondaires sur le suivi des prix (projet surveillance multisectorielle- ACF /PAM/ACTED/ACDA/CARITAS)

Echantillonnage

La taille de l'échantillon a été calculée en se référant à la formule suivante :

$n =$ taille de l'échantillon

$= 1.96$, valeur approximative qui correspond à la valeur type d'un niveau de confiance de 95%

$p =$ proportion moyenne estimative de l'insécurité alimentaire dans la zone (ici 30%)

$d = 0,075$, valeur type d'une marge d'erreur de 7,5%

Cette formule a été utilisée dans un premier temps pour déterminer la taille minimale de l'échantillon dans chaque préfecture avec une prévalence estimée de l'insécurité alimentaire (sévère et modéré) à 30% et un niveau de précision de 6%. Cette taille minimale est de 144 ménages par préfecture soit 2448 ménages dans l'ensemble du pays dont 16 préfectures et la ville de Bangui. En moyenne, 12 ménages seront enquêtés par village/quartier ce qui fait qu'au total 204 villages/quartiers à enquêter.

Sélection des villages/Quartiers

La sélection des villages par préfecture se fera de manière aléatoire sur base d'une liste exhaustive de tous les villages produite par le ministère du plan à travers l'institut centrafricain des statistiques et d'études économiques et sociales (ICASEES). Un ensemble de 12 villages ont été sélectionnés par préfecture ainsi que 12 quartiers pour la ville de Bangui.

Dans les préfectures disposant de sites/camps de déplacés, 1/3 des ménages à enquêter seront des ménages déplacés vivant dans ces sites/camps.

Une sélection raisonnée de villages de remplacement par préfecture a été faite en deuxième phase, afin d'identifier les options de remplacement au cas où les villages initiaux présentent des problèmes d'accessibilité.

Collecte de données avec les tablettes

La collecte de données ménage et focus group pour cette EFSA a été faite en utilisant des tablettes/smartphones. Ces tablettes ont été doté d'une application ODK, qui a facilité la collecte de données au niveau terrain et la transmission de ces données via un WIFI ou une connexion mobile vers un serveur logé au bureau régional du PAM. Les enquêteurs ainsi que les chefs d'équipes et superviseurs ont bénéficié d'une formation de 5 jours sur l'utilisation des tablettes, le remplissage du questionnaire électronique.

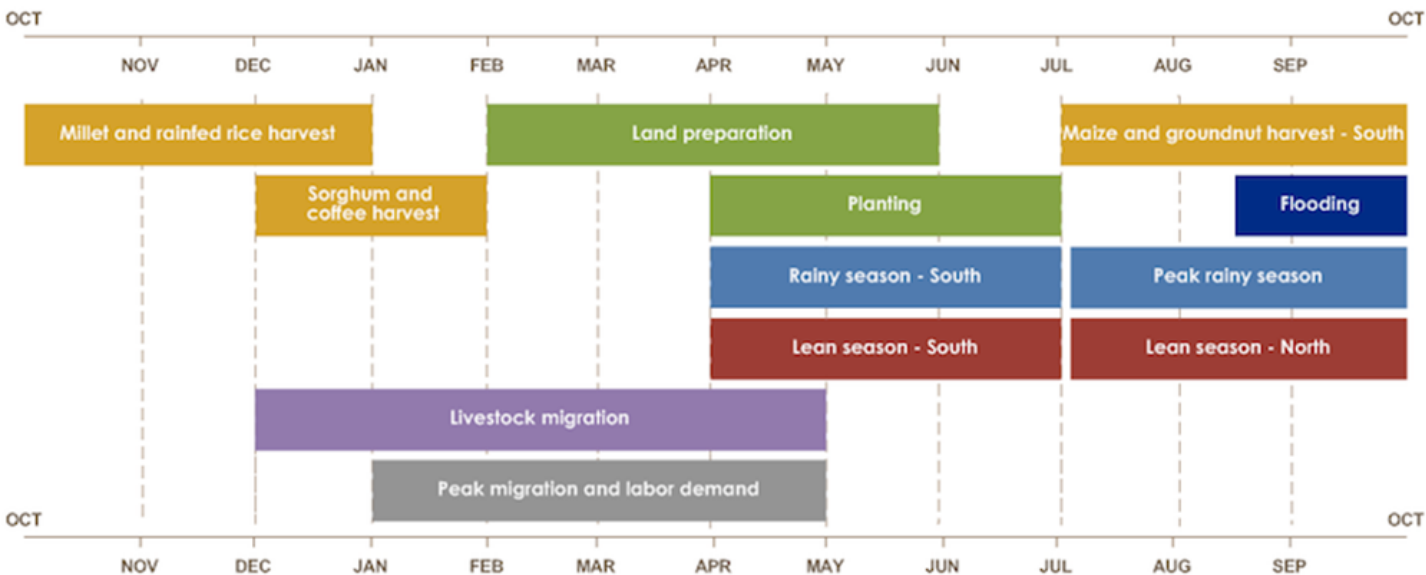
Analyse des données

Les données recueillies sur le terrain ont été traitées avec le logiciel SPSS. Au préalable, il a été effectué un nettoyage méticuleux des données à travers lequel les informations aberrantes ont été identifiées, rectifiées, voire éliminées, ce qui a permis de faire des analyses statistiques suivant les indicateurs préalablement définis.

Tableau 1 : Echantillons prévu et réalisé

Ménages	Réalisation		
	Prévu	Réalisé	%
Préfectures			
Lobaye	144	130	90
Sangha Mbaere	144	120	83
Ombella Mpoko	144	126	88
Kemo	144	89	62
Nana Gribizi	144	146	101
Basse Kotto	144	145	101
Bamingui Bangoran	144	93	65
Ouham	144	75	52
Ouaka	144	144	100
Haute Kotto	144	71	49
Bangui	144	228	158
Nana-Mambere	144	153	106
Mambere-Kadei	144	142	99
Vakaga	144	156	108
Haut Mbomou	144	125	87
Mbomou	144	120	83
Ouham Pende	144	103	71
Total ménages	2448	2166	88
Total Communautés	204	172	84
Total Commerçants	102	124	122

Calendrier saisonnier



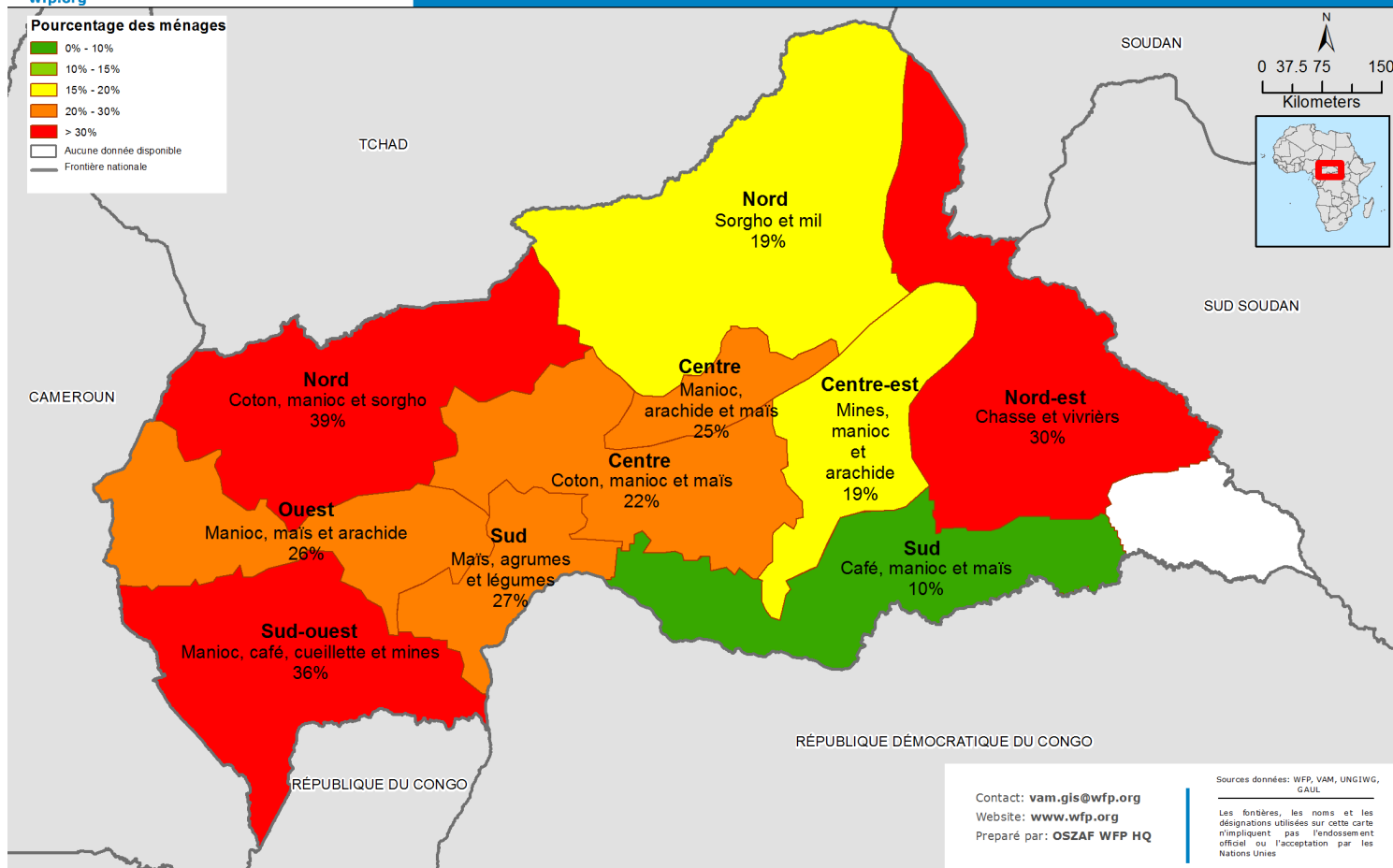
Annexe 2: Carte de l'insécurité alimentaire par zones de moyens d'existence



vam
food security analysis

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée par zones de moyens d'existence (Octobre 2014)



Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont disponibles : <http://www.wfp.org/food-security>



vam
food security analysis